

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

-----  
REGION DE L'EST

-----  
DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO

-----  
COMMUNE DE GARI-GOMBO



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
EAST REGION

-----  
BOUMBA AND NGOKO DIVISION

-----  
GARI-GOMBO COUNCIL

-----  
**Commission Interne de Passation des Marché  
(CIPM)/ CGG**  
-----

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

N° 002 /AONO/CGG/CIPM/2022 DU 14/02/ 2022  
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) FORAGES  
ÉQUIPÉS DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES  
LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, COMMUNE DE GARI-GOMBO  
DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) MINADER 2022

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

## SOMMAIRE

Pièce n°1 :	Avis d'Appel d'Offres
Pièce n°2 :	Règlement Général de l'Appel d'Offres – R.G.A.O
Pièce n°3 :	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres – R.P.A.O
Pièce n°4 :	Cahier des Clauses Administratives Particulières – C.C.A.P.
Pièce n°5 :	Cahier des Clauses Techniques Particulières – C.C.T.P
Pièce n°6 :	Cadre du Bordereau des Prix Unitaires
Pièce n°7 :	Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif
Pièce n°8 :	Cadre du Sous-détail des prix
Pièce n°9 :	Modèle de marché
Pièce n°10 :	Formulaires et modèles à utiliser par les soumissionnaires
Pièce n°11 :	PLANS
Pièce n°12 :	Liste des établissements bancaires et financiers autorisés à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics
Pièce n°13 :	Annexes

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
-----  
REGION DE L'EST  
-----  
DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET  
NGOKO  
-----  
COMMUNE DE GARI-GOMBO  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
-----  
EAST REGION  
-----  
BOUMBA AND NGOKO DIVISION  
-----  
GARI-GOMBO COUNCIL  
-----

-----  
**Commission Interne de Passation des Marché  
(CIPM)/ CGG**  
-----

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**  
N° **000002** /AONO/CGG/CIPM/2022 DU **14 FEV 2022** 2022

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A  
MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, COMMUNE DE GARI-  
GOMBO DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.**

**FINANCEMENT :** BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) MINADER EXERCICE BUDGETAIRE 2022

**1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le Maire de la commune de GARI GOMBO, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert *pour les travaux de construction de deux forages équipés de PMH à Lambo et Tombi, dans la commune de Gari-Gombo, Département de la Boumba et Ngoko.*

**2- PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises ayant une expérience avérée dans le domaine de l'hydraulique et installées en territoire Camerounais.

**3- COÛT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux du présent Appel d'Offres est de Seize million (16 000 000) franc CFA TTC ;

**4- FINANCEMENT**

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'investissement Public de la République du Cameroun (MINADER) au titre de l'Exercice budgétaire 2022.

**5- CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les travaux à réaliser portent sur :

- ✓ La réalisation des études géophysiques et d'implantation ;
- ✓ L'exécution des travaux de fonçage (foration) ;
- ✓ Le développement du forage ;
- ✓ L'équipement du forage (tubage et mise en place du massif filtrant et sabot) ;
- ✓ La pose d'une pompe à motricité humaine ;
- ✓ La construction de la superstructure ;
- ✓ L'analyse de l'eau ;
- ✓ La désinfection du forage ;
- ✓ Fourniture de la caisse à outils ;
- ✓ Formation de deux artisans réparateurs.

55 19 00

200000

**Pièce N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES**

#### 6- DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution est de trois (03) mois, incluant toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement et aux contraintes particulières du site relatif aux conditions climatiques et aux moyens d'accès de la localité, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution respectant le délai sus-indiqué.

#### 7- CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté et retiré à la Commune de Gari Gombo, dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance attestant le versement de la somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable à la recette municipale de Gari-Gombo.

#### 8- REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, devra parvenir sous pli fermé à la Commune de Gari Gombo, au plus tard le 10 MARS 2022 à 14 heures précises et devra porter la mention suivante :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**  
**N° 00002 /AONO/CGG/CIPM/2022 DU 14 FEV 2022 2022**  
**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A**  
**MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, COMMUNE DE GARI-**  
**GOMBO DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.**

**FINANCEMENT : (BIP) MINADER EXERCICE BUDGETAIRE 2022**

**" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "**

#### 9- RECEVABILITE DES OFFRES

Chaque soumissionnaire devra joindre aux pièces administratives requises, une caution de soumission d'un montant de 2% du montant prévisionnel, soit trois cent vingt mille (320 000) francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances.

La caution devra rester valable **soixante (60) jours** à compter de la date de remise des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'autorité compétente des administrations concernées. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois.

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

#### 10- OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera à la Commune de Gari Gombo, le 10 MARS 2022 à 14 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) dans la salle des Actes de la Commune de Gari-Gombo, en présence ou non des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

#### 11- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES

##### A. Critères éliminatoires :

##### a. Offre Administrative

- 1) Absence d'une pièce administrative ;
- 2) Pièce falsifiée ;
- 3) Non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif après le délai de 48 heures réglementaire ;

##### b. Offre technique

- 1) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- 2) N'avoir pas réuni au moins 70% de critères de qualification.

##### c. Offre Financière

- 1) Offre financière incomplète ;
- 2) Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;

d. Marché abandonné ou non achevé au cours des 03 (trois) dernières années

**N.B :** Les copies certifiées des pièces antérieurement légalisées (plus de trois mois) seront systématiquement rejetées.

**B. Critères essentiels :**

Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

- 1) La capacité financière ; Oui/Non
- 2) Les références dans les travaux similaires ; Oui/Non
- 3) L'organisation, les plannings d'approvisionnement et d'exécution des travaux et la compréhension du projet ; Oui/Non
- 4) L'expérience du personnel d'encadrement. Oui/Non
- 5) Le matériel et les équipements essentiels ; Oui/Non
- 6) La présentation de l'offre. Oui/Non

**12- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **soixante (60) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

**13- CAUTION DE SOUMISSION**

Toutes les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de **2%** du montant prévisionnel, soit **trois cent vingt mille (320 000) francs CFA** délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances.

**14- NOMBRE MAXIMUM DE LOTS**

Lot unique.

**15- ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

**16- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune de Gari Gombo.

GARI GOMBO, le \_\_\_\_\_

14 FEV 2022



LE MAIRE,  
(AUTORITE CONTRACTANTE)

*Simomori II de  
Bingué Herré*

**Ampliations :**

- Prêfet/BN ;
- MINMAP/DDBN ;
- ARMP (pour insertion au JDM) ;
- MINEE/DD-BN ;
- PDT/CIPM/GGB ;
- SG/C.GGB ;
- Affichage ;
- Chrono/archives.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EST

DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO

COMMUNE DE GARI-GOMBO



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

EAST REGION

BOUMBA AND NGOKO DIVISION

GARI-GOMBO COUNCIL

**Internal Public Procurement Commission  
(IPPC)**

000002 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER  
N° /ONIT/GGC/IPC/2022 OF THE 14 FEB 2022 2022

**FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF TWO BOREHOLES EQUIPED WITH MANUAL PUMP IN  
THE LOCALITIES OF LAMBO AND TOMBI, GARI GOMBO COUNCIL, BOUMBA ET NGOKO  
DIVISION, EAST REGION.**

**Financing:** PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2022 FISCAL YEAR

**1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER**

The Mayor of GARI GOMBO council, Contracting Authority, hereby launches a national invitation to tender for the construction works of two boreholes equipped with manual pump in *LAMBO AND TOMBI*, in the Gari-Gombo council, Boumba and Ngoko Division.

**2. PARTICIPATION AND ORIGIN**

The Participation in this invitation to tender is open to companies specialized in hydraulic fields and who are settled in the Cameroonian territory.

**3. ESTIMATED COST OF WORK**

The estimated cost of work of the present invitation to tender is Sixteen Millions (16.000.000) Francs CFA TTC

**4. FINANCING**

Works, which form the subject of this invitation to tender, shall be financed by Ministry of Agriculture and Rural Development Public Investment Budget, 2022 financial year.

**5. CONSISTENCY OF WORK**

The works to be carried out concern:

- ✓ The geophysical and installation studies ;
- ✓ Mobilization of equipment and materials and site installation
- ✓ The execution of drill works ;
- ✓ The development of borehole ;
- ✓ The equipment of borehole ;
- ✓ Supply and installation of manual pump;
- ✓ Construction of superstructure ;
- ✓ Water quality test
- ✓ Desinfection of borehole ;
- ✓ Buy and supply of tool box
- ✓ Formation of water management committee.

## 6. TIME LIMIT

The maximum execution period is three (03) months, including all possible constraints related to the landlocked, location and the specific constraints of the site relating to weather conditions and means of access on site, from the date of notification of the service order to start the work.

It is up to the Co-contractor to propose in its offer a schedule of execution within the aforementioned period.

## 7. CONSULTATION AND ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The file can be consulted and withdrawn from the Gari Gombo Council, upon publication of this notice, on presentation of a receipt attesting the payment of the non-refundable sum of Thirty Thousand (30,000) CFA francs payable at the municipal recipe of Gari Gombo.

## 8. DELIVERY OF OFFERS

Each offer written in French or English in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies, must be sent in a sealed envelope to the GARI GOMBO COUNCIL, no later than 10 MARS 2022 at 2 pm and should be marked as follows:

000002 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER  
N° \_\_\_\_\_ /ONIT/GGC/IPC/2022 OF THE 14 FEV 2022 2022

**FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF TWO BOREHOLES EQUIPED WITH MANUAL PUMP IN THE LOCALITIES OF LAMBO AND TOMBI, GARI GOMBO COUNCIL, BOUMBA ET NGOKO DIVISION, EAST REGION.**

FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET, 2022 FISCAL YEAR

*"To be opened only during the bid-opening session"*

## 9. ADMISSIBILITY OF OFFERS

Each bidder must attach to his required administrative documents, a bid bond of 2% of the estimated amount, of Three hundred and twenty thousand (320 000) francs CFA delivered by a first-class banking institution approved by the Ministry of Finance.

The deposit must remain valid for sixty (60) days from the date of submission of offers.

On pain of rejection, the required administrative documents, including the bid bond, must be produced in originals or in certified copies by the competent authority of the administrations concerned. They must be less than three (03) months old. Offers received after the deadline date and time will not be eligible.

Any offer that does not comply with the requirements of this notice and the Tender document will be declared non-responsive.

## 10. OPENING OFFERS.

The opening of offers will be done at the office of GARI GOMBO COUNCIL, on 10 MARS 2022 at 2 pm local time by the Internal Public Procurement Commission (IPPC) in the hall of acts of the Gari-Gombo Council of Boumba and Ngoko, with or without bidders or their representatives duly authorized and having a perfect knowledge of the submission for which they are responsible.

## 11. CRITERIA FOR EVALUATING TECHNICAL OFFERS

### A. Eliminary Criteria:

#### a. Administrative Offer

- 1) Absence of an administrative document;
- 2) Falsified coin;
- 3) Non-conformity of one of the documents of the administrative file after the 48 hours' regulatory deadline.

#### b. Technical offer

- 1) False statement or falsified document;
- 2) Have not met at least 70% of qualification criteria.

#### c) Financial offer

- 1) Incomplete financial offer;

- 2) Omission of the price of a quantified task in the unit price schedule or in the estimate;  
d. Market abandoned or not completed in the last 03 (three) years

NB: Certified copies of previously legalized documents (more than 3months) will be systematically rejected.

**B. Essential criteria:**

Explicit criteria in the particular regulations of the tender document and relative to candidates qualification will be carried on;

- 1) Financial capacity **Yes / No**
- 2) References in similar work **Yes / No**
- 3) The organization, the schedules of supply and execution of works and the comprehension of the project; **Yes/No**
- 4) The experience of management staff. **Yes/No**
- 5) Essential equipment and materials; **Yes/No**
- 6) The presentation of the offer. **Yes/No**

**12. Duration of validity of offers**

Bidders remain committed to their offer for sixty (60) days from the deadline for submission of bids.

**13. Bid security**

All offers must be accompanied by a bid bond of an amount of 2% of the estimated amount, that is Three hundred and twenty thousand (320 000) CFA francs Advanced by a first-class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance.

**14. Maximum number of lots**

Single lot.

**15. Contract Awards**

The Contracting Authority will award the Contract to the tenderer whose tender has been found to be substantially compliant with the Tender Documents and who has the technical and financial capacity to perform the Contract satisfactorily and whose tender was the lowest evaluated, including any discounts offered.

**16. Additional information**

Additional technical information can be obtained during business hours from the Gari Gombo Council.

14 FEB 2022

Gari Gombo, the \_\_\_\_\_

The Lord Mayor,  
Contracting Authority



*Bismouri II de  
Bingué Hervé*

**Ampliations :**

- Préfet/BN ;
- MINMAP/DDBN ;
- ARMP (pour insertion au JDM) ;
- MINEE/DD-BN ;
- PDT/CIPM/GGB ;
- SG/C.GGB ;
- Affichage ;
- Chrono/archives.

**Pièce N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES - RGAO**

14 FEB 2008

Blanchard  
14 FEB 2008

# TABLE DES MATIERES

## A- GENERALITES

- ARTICLE 1<sup>er</sup> : Portée de la soumission
- ARTICLE 2 : Financement
- ARTICLE 3 : Fraude et Corruption
- ARTICLE 4 : Candidat admis à concourir
- ARTICLE 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés
- ARTICLE 6 : Qualification du soumissionnaire
- ARTICLE 7 : Visite du site des travaux

## B- DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- ARTICLE 8 : Contenu du dossier d'Appel d'Offres
- ARTICLE 9 : Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours
- ARTICLE 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

## C- PREPARATION DES OFFRES

- ARTICLE 11 : Frais de soumission
- ARTICLE 12 : Langue de l'offre
- ARTICLE 13 : Documents constituant l'offre
- ARTICLE 14 : Montant de l'offre
- ARTICLE 15 : Monnaies de soumission et de règlement
- ARTICLE 16 : Validité des offres
- ARTICLE 17 : Caution de soumission
- ARTICLE 18 : Propositions variantes des soumissionnaires
- ARTICLE 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres
- ARTICLE 20 : Forme et signature de l'offre

## D- DEPOT DES OFFRES

- ARTICLE 21 : Cachetage et marquage des offres
- ARTICLE 22 : Date et heure limite de dépôt des offres
- ARTICLE 23 : Offres hors délai
- ARTICLE 24 : Modification, substitution et retrait des offres

## E -OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

- ARTICLE 25 : Ouverture des plis et recours
- ARTICLE 26 : Caractère confidentiel de la procédure
- ARTICLE 27 : Éclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage Délégué
- ARTICLE 28 : Détermination de la conformité des offres
- ARTICLE 29 : Qualification du soumissionnaire
- ARTICLE 30 : Correction des erreurs
- ARTICLE 31 : Conversion en une seule monnaie
- ARTICLE 32 : Évaluation des offres au plan financier
- ARTICLE 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

## F- ATTRIBUTION DU MARCHÉ

- ARTICLE 34 : Attribution du Marché
- ARTICLE 35 : Droit du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux
- ARTICLE 36 : Notification de l'attribution du Marché
- ARTICLE 37 : Publication des résultats d'attribution du Marché et recours
- ARTICLE 38 : Signature du Marché
- ARTICLE 39 : Cautionnement définitif

## A - Généralités

### Article 1<sup>er</sup> : Portée de la soumission

1 - 1. L'Autorité Contractante, telle que définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), ci-après dénommée « L'Autorité Contractante », lance un Appel d'Offres pour la construction des travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Travaux".

1 - 2 Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit Ordre de Service.

1 - 3 Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

### Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

### Article 3 : Fraude et corruption

3-1 L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et des Entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthiques professionnelles les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces Marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité Contractante :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de " corruption " quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché.

ii. Se livre à des " manœuvres frauduleuses " quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché ;

iii. " Pratiques collusoires " désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. " Pratiques coercitives " désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou des menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce Marché.

3-2 Le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflit d'intérêts de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

### Article 4 : Candidats admis à concourir

4-1 Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4-2 En règle générale, l'appel d'offre s'adresse à tous les Entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des Marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

a. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

b. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle :

(i) est juridiquement et financièrement autonome,

(ii) est administrée selon les règles du droit commercial et

(iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité Contractante.

### Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5-1 Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées audits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5-2 Aux fins de l'article 5.1 ci-dessus, le terme " provenir " désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

#### **Article 6 : Qualification du Soumissionnaire**

6-1 Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le Marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffrés d'affaires récents ;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les Marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6-2 Les soumissions présentées par deux ou plusieurs Entrepreneurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6-1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le Marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord du groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Chef Service du Marché pour l'exécution du Marché ;
- e. **En cas de groupement solidaire**, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Chef Service du Marché dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un **groupement conjoint**.

6-3 Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6-4 Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 32 du RGAO.

#### **Article 7 : Visite du site des travaux**

7-1 Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du soumissionnaire.

7-2 Le Maître d'Ouvrage autorisera le soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le soumissionnaire, ses employés et agents, dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7-3 Le Chef de Service du Marché peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

#### **B. Dossier d'Appel d'Offres**

##### **Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres**

8-1 Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du Marché, fixe les procédures de consultation des Entrepreneurs et précise les conditions du Marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'Article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :

- a) La lettre d'invitation à soumissionner (pour les appels d'offres restreints) ;
- b) L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- c) Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- d) Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
- e) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- f) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP) ;

- g) Le cadre du Bordereau des Prix Unitaires ;
- h) Le cadre du Détail Quantitatif et Estimatif ;
- i) Le cadre du Sous-détail des Prix Unitaires ;
- j) Le cadre du planning d'exécution ;
- k) Les Documents graphiques et autres éléments du dossier technique ;
- l) Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
- m) Le Modèle de lettre de soumission ;
- n) Le Modèle de caution de soumission ;
- o) Le Modèle de cautionnement définitif ;
- p) Le Modèle de caution d'avance de démarrage ;
- q) Le Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie ;
- r) Le Modèle de Marché ;
- s) Le Formulaire relatif aux études préalables ;
- t) La liste des banques et organismes financiers de 1er rang agréés par le Ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions.

8-2 Le soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

### **Article 9 : Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours**

9-1 Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO. L'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9-2 Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des Marchés Publics peut introduire une requête auprès de l'Autorité Contractante.

9-3 Le recours doit être adressé à l'Autorité Contractante avec copie à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir à l'Autorité Contractante au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

9-4 L'Autorité Contractante dispose de cinq (5) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics.

### **Article 10 : Modifications du Dossier d'Appel d'Offres**

10-1 L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10-2 Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'article 8-1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité Contractante par écrit.

10-3 Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO.

## **C. PREPARATION DES OFFRES**

### **Article 11 : Frais de soumission**

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et ni le Maître d'Ouvrage, ni l'Autorité Contractante ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenus de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

### **Article 12 : Langue de l'offre**

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais : auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

### **Article 13 : Documents constituant l'offre**

13-1 L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

#### **a. Volume 1 : Dossier administratif**

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
  - A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
  - A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
  - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
  - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou des échéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6-1 du RGAO ;
- iv. Une attestation confirmant l'exécution intégrale de tous les marchés gagnés au cours des trois dernières années, signée sur l'honneur par le soumissionnaire.

#### **b. Volume 2 : Offre technique**

##### *b-1 Les renseignements sur les qualifications*

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualifications mentionnés à l'article 6-1 du RPAO.

##### *b-2 Méthodologie*

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant etc..).

##### *b-3 Les preuves d'acceptations des conditions du Marché*

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le Marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
2. Le Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP)
3. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

##### *b-4 Commentaires (facultatif)*

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

#### **c. Volume 3 : Offre financière**

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. Le Détail Estimatif dûment rempli ;
4. Le Sous-détail des Prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
5. L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 17-2 du RGAO concernant les autres formes possibles de caution de soumission.

13-2 Si conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un Marché.

### **Article 14 : Montant de l'offre**

14-1 Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du Marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'article 1-1 du RGAO, sur la base du bordereau des prix et du détail quantitatif et estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14-2 Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail Quantitatif et Estimatif.

14-3 Sous-réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

- 14-4 Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévus au Marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.
- 14-5 Tous les prix unitaires devront être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8.

#### **Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement**

15-1 En cas d'Appel d'Offres internationaux, les monnaies de l'Offre devront suivre les dispositions soit de l'option A ou de l'Option B ci-dessous : l'Option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15-2 Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a) - Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du Marché.

b) - Les taux de change utilisés par le soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le soumissionnaire de retenu.

15-3 Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a) - les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage seront libellés dans la monnaie du pays du Maître d'Ouvrage spécifiée aux RPAO et dénommée " monnaie nationale".

b) - Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15-4 L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en monnaie nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15-5 Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du Marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du Marché.

15-6 Pour les appels d'offres nationaux, la monnaie utilisée est le franc CFA.

#### **Article 16 : Validité des Offres**

16.1 Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offre à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16-2 Dans les circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demandé de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16-3 Lorsque le Marché ne comporte pas d'article des révisions de prix et que la période de validité des offres est prolongée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s). La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du Marché ou de l'Ordre de Service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

#### **Article 17 : Caution de soumission**

17-1 En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17-2 La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La caution de soumission demeurera valide pendant

trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 16.2 du RGAO.

17-3 Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

17-4 Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenues seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.

17-5 La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le Marché et fourni le cautionnement définitif requis.

17-6 La caution de soumission peut être saisie :

a) -Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

b) -Si, le soumissionnaire retenu :

i. -Manque à son obligation de souscrire le Marché en application de l'article 37 du RGAO,

ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 38 du RGAO.

### **Article 18 : Proposition variante des soumissionnaires**

18-1 Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans les délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non conformes.

18-2 Excepté dans le cas mentionné à l'article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de constructions proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18-3 Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties des travaux doivent être décrites dans les spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'article 31.2 (g) du RGAO.

### **Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres**

19-1 A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués dans le RPAO.

19-2 La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19-3 Il est demandé au soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit ou télex, de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que l'Autorité Contractante ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

19-4 Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, et non par le canal du procès-verbal de la réunion préparatoire.

19-5 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

### **Article 20 : Forme et signature de l'offre**

20-1 Le soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20-2 L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par la ou les signataires de l'offre.

20-3 L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission

#### **D- DEPOT DES OFFRES**

##### **Article 21 : Cachetage et marquage des offres**

21-1 Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention ORIGINAL et COPIE, selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

21-2 Les enveloppes intérieures et extérieures :

a)- Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

b)- Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'avis d'appel d'offre indiqués dans le RPAO, et la mention " **A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT** "

21-3 Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions de l'article 23 du RGAO ou pour satisfaire les dispositions de l'article 24 du RGAO.

21-4 Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

##### **Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres**

22-1 Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

22-2 L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

##### **Article 23 : Offres hors délai**

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

##### **Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres**

24-1 Un soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention " RETRAIT " et " OFFRE DE REMPLACEMENT " ou " MODIFICATION ".

24-2 La notification de modifications, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24-3 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

24-4 Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO

#### **E - OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

##### **Article 25 : Ouverture des plis et recours**

25-1 La Commission Interne de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

25-2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées "RETRAIT" seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées "OFFRE DE REMPLACEMENT" seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide

du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées "MODIFICATION" seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

- 25-3 Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais (en cas d'ouverture des offres financières) et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.
- 25-4 Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.
- 25-5 Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.
- 25-6 A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par L'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.
- 25-7 En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'Autorité Contractante avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente.
- Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés.
- L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

#### **Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure**

- 26-1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.
- 26-2 Toutes tentatives faites par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 26-3 Nonobstant les dispositions de l'article 26.2 entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

#### **Article 27 : Éclaircissements sur les offres et contact avec l'Autorité Contractante**

- 27-1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'article 29 du RGAO
- 27-2 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des Marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché.

#### **Article 28 : Détermination de la conformité des offres**

- 28-1 La Sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 28-2 La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 28-3 Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :
- i affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des travaux ;
  - ii Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;
  - iii Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présentés des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28-4 Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28-5 L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification divergente ou réserve. Les modifications divergentes, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être prises en compte lors de l'évaluation des offres.

#### **ARTICLE 29 : Qualification du soumissionnaire**

La Sous-commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres satisfait aux critères de qualifications stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

#### **Article 30 : Correction des erreurs**

30.1 La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé.
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous-totaux feront foi et le total sera corrigé :
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettre et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30-2 Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé engager.

30-3 Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

#### **ARTICLE 31 : Conversion en une seule monnaie**

31-1 Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31-2 La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

#### **ARTICLE 32 : Évaluation et comparaison des offres au plan financier**

32-1 Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

32-2 En évaluant les offres, la Sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a)-En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
- b)-En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c)-En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
- d)-En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e)-En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f)-Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les rabais offerts par le soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
- g)-Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO, et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage dans le RPAO.

32-3 L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32-4 Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la Sous-commission d'analyse peut à partir du sous-détail de prix fourni par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du détail quantitatif et estimatif, vérifier

si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre.

### **Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux**

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les Entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés publics aux fins d'évaluation des offres.

## **F - ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

### **Article 34 : Attribution**

34-1 L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins -disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

34-2 Si, selon l'article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins -disante sera déterminée en évaluant ce Marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution

### **ARTICLE 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure**

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'appel d'offres après autorisation de l'Autorité des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un appel d'offre infructueux après avis de la Commission des Marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

### **Article 36 : Notification de l'attribution du Marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée, par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Chef Service du Marché payera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

### **Article 37 : Publication des résultats d'attribution du Marché et recours**

37-1 L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (05) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du Marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

37-2 L'Autorité Contractante est tenu de communiquer, dans le même communiqué portant attribution du Marché, les motifs de rejet des offres des soumissionnaires non retenus.

37-3 Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics.

37-4 En cas de recours, il doit être adressé à l'Autorité Contractante, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

### **Article 38 : Signature du Marché**

38-1 Après publication des résultats, le projet de Marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés et le cas échéant à la Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés compétente, pour adoption.

38-2 L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du Marché à compter de la date de réception du projet de Marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

38-3 Le Marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (05) jours qui suivent la date de signature.

### **Article 39 : Cautionnement définitif**

39-1 Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché par l'Autorité Contractante, l'Entrepreneur fournira à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

39-2 Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du Marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit de l'Autorité Contractante par une caution personnelle et solidaire.

39-3 Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

39-4 L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du Marché dans les conditions prévues dans le CCAG.

**Pièce N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL  
D'OFFRES -RPAO-**

## SOMMAIRE RPAO

Article 1 :	Objet de l'Appel d'Offres
Article 2 :	Financement
Article 3 :	Délai d'exécution
Article 4 :	Pièces constitutives du dossier d'Appel d'Offres
Article 5 :	Conditions générales
Article 6 :	Cautions
Article 7 :	Mode de présentation des offres
Article 8 :	Ouverture des plis et évaluation des offres
Article 9 :	Attribution du marché
Article 10 :	Notification de l'attribution du marché
Article 11 :	Cautions de bonne fin
Article 12 :	Procédure de passation

## **Article 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent Appel d'Offres a pour objet les travaux de construction de quatre (04) forages équipés de PMH à PAYA, SANGHA, MOMBELE, DISSO.

Ces travaux, conformément aux stipulations du CCTP, comprennent notamment :

- ✓ La réalisation des études géophysiques et d'implantation;
- ✓ L'exécution des travaux de fonçage (foration) ;
- ✓ Le développement du forage ;
- ✓ L'équipement du forage (tubage, massif filtrant et sabot) ;
- ✓ La pose d'une pompe à motricité humaine ;
- ✓ La construction de la superstructure ;
- ✓ L'analyse de l'eau;
- ✓ La désinfection du forage ;
- ✓ Fourniture de la caisse à outils ;
- ✓ Formation de deux artisans réparateurs.

L'Appel d'Offres est ouvert aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine de l'hydraulique et installées en territoire camerounais.

## **Article 2 : FINANCEMENT**

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (PIB) du MINADER, au titre de l'Exercice budgétaire 2022.

### **OUVERTURE A LA CONCURRENCE**

Le présent Appel d'Offres est ouvert à toutes les entreprises de Droit Camerounais exerçant dans le domaine de l'hydraulique. Les offres pourront être présentées par plusieurs entrepreneurs en tant que groupement sous une forme juridique dûment constituée. Dans ce cas, toute modification relative à l'Appel d'Offres, puis éventuellement au groupement, sera valablement faite à l'un d'entre eux agissant en vertu d'une procuration qui lui aura été délivrée par le ou les entrepreneurs au(x) quel(s) il sera associé, comme mandataire, le mandataire commun du groupement.

## **Article 3 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai maximum d'exécution est de **trois (03) mois**, incluant la durée relative des pluies et tout aléa climatique, ou de tout autres éléments jugée acceptable par l'Ingénieur du Marché, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Il revient au Cocontractant de proposer dans son offre un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.

## **Article 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Les pièces constitutives du présent appel d'offres sont :

1. l'Avis d'Appel d'Offres ;
2. le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
3. le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
4. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
5. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
6. le Bordereau des Prix Unitaires ;
7. le Détail quantitatif et estimatif général ;
8. le Sous-détail des prix ;
9. le modèle de marché ;
10. les formulaires et modèles à utiliser ;
11. les études préalables ;
12. la liste des établissements bancaires et financiers autorisés à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics ;
13. les annexes.

## **Article 5 : CONDITIONS GENERALES**

Toutes les pièces remises par le soumissionnaire, à quelque titre que ce soit, en application de la présente consultation devront être établies exclusivement :

- ❖ en langues française ou anglaise ;
- ❖ en exprimant tous les prix en francs CFA.

L'Autorité Contractante pourra proroger la date limite de réception des offres mentionnées sur l'Avis d'Appel d'Offres, en publiant un rectificatif. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Toute offre remise après la date limite de réception sera irrecevable.

Aucune offre déposée avant la date limite ne pourra être ni retirée ni modifiée.

La durée de validité des offres est de **soixante (60) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le montant de l'offre sera fait sur la base de la parfaite connaissance des droits, impôts et taxes en vigueur en République du Cameroun et applicables aux Marchés Publics ; il fera apparaître le montant hors taxes (HT), la valeur des taxes et le montant toutes taxes comprises (TTC).

Toutes les modifications sur le DAO seront communiquées à tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres et la date d'ouverture des plis sera modifiée en conséquence.

## **Article 6 : CAUTIONNEMENTS**

### **6.1. Caution de soumission**

Chaque soumissionnaire joindra à son offre une caution de soumission bancaire d'un montant de **trois cent vingt mille (320000) francs CFA**, délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances :

La caution pourra être saisie si le soumissionnaire attributaire ne signe pas le marché ou ne commence pas l'exécution des travaux dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

La caution devra être valable pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de remise de l'offre, soit trente (30) jours après la date de validité des offres.

Elle sera restituée aux soumissionnaires dont les offres n'auront pas été retenues au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité des offres.

Toute offre non retirée quinze (15) jours après la date de publication des résultats sera détruite.

### **6.2. Cautionnement définitif**

Le soumissionnaire retenu produira pour l'ensemble des travaux, un cautionnement définitif fixé à deux pour cent (2%) du montant TTC prévu pour ce marché.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché auprès d'une banque de 1er ordre agréée par le Ministère en charge des Finances.

Il ne sera restitué qu'après réception provisoire des travaux.

## **Article 7 : MODE DE PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres seront présentées en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme tel. Elles seront contenues dans trois enveloppes fermées et scellées, comprenant dans l'ordre suivant :

### **Enveloppe A : Offre administrative**

A1 Une déclaration indiquant l'intention de soumissionner selon le modèle en annexe, précisant l'identité du représentant du Cocontractant soumissionnaire, la raison sociale, la boîte postale et la localisation géographique du siège social ;

A2-Accord de groupement (*éventuellement pour les groupements d'entreprise*) ;

A3- Le pouvoir de signature le cas échéant ;

A4- Une attestation de non exclusion du Cocontractant, délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;

A5- Une copie de la carte de contribuable légalisée ;

A6- Une attestation de non redevance ;

A7- Une attestation de non-faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou du Greffe du Tribunal du lieu du siège social du Cocontractant ;

A8- Une copie certifiée conforme à l'original du titre de patente de l'exercice budgétaire 2022 ;

A9- Un registre de commerce

A10- Une attestation de soumission délivrée par la CNPS ;

A11- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire ;

A12- Une attestation du plan de localisation ;

A13- La caution de soumission ;

A14- La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;

A15- Une attestation de non-abandon de chantier au cours des trois dernières années, signée sur l'honneur par le soumissionnaire.

A17 – Un engagement à pré financer les travaux à hauteur de 20% au moins du montant toutes taxes comprises de la soumission, daté et signé sur l'honneur par le soumissionnaire (voir modèle).

**N.B. : Toutes les pièces ci-dessus exigées seront produites en version originale lorsqu'il est ainsi demandé, ou en photocopies légalisées par l'autorité émettrice, en cours de validité ;**

- Les pièces devront être rangées dans l'ordre ci-dessus, et séparées les unes des autres par un intercalaire de couleur autre que le blanc.
- Les modalités du groupement des entreprises doivent être spécifiées.
- La caution de Soumission et l'Attestation de domiciliation bancaire doivent être délivrées par la même institution bancaire sous peine de rejet.

### Enveloppe B : Offre technique

On devra retrouver dans ce volume les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

N°	DOCUMENTS	OPERATION A REALISER	AUTHENTIFICATION
B1	CCAG	Le Cahier des Clauses Administratives Générales	paraphé sur toutes les pages. avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire
B2	CCTP	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) tel que mentionné à la Pièce N°5 du DAO.	paraphé sur chaque page avec à la fin du document, la date, la signature et le cachet du soumissionnaire ;
B3	Liste du matériel	Conformément à l'annexe 2. Elle devra faire ressortir les moyens matériels qui seront mobilisés (liste des équipements, des matériels et outillages à utiliser)	Joindre : la liste du matériel avec justificatifs. En cas de location, joindre une convention liant le soumissionnaire au légitime propriétaire.
B4	Liste du personnel	Conformément à l'annexe 3, le personnel d'encadrement devra comprendre : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Conducteur des Travaux</b> : un Ingénieur des travaux de Génie Rural, de Génie Civil ou Hydraulique ayant une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le domaine d'hydraulique, ou un Technicien Supérieur du Génie civil ou de Génie Rural, justifiant de dix (08) ans d'expérience dans les travaux d'hydraulique ;</li> <li>- <b>Un Chef Chantier</b> : un Chef chantier Technicien Supérieur de Génie Rural ou équivalent, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans les travaux d'hydraulique</li> <li>- <b>Personnel d'appui</b> (secrétaire et chauffeur) : BEPC ou CAP pour la secrétaire. Pour le chauffeur, il devra justifier d'un permis de conduire catégorie B et d'une expérience de cinq (05) ans au minimum</li> </ul>	Joindre pour chacun, un CV signé et daté, une copie certifiée conforme du diplôme et une attestation de disponibilité.
B4	Proposition technique et planning d'exécution	Conformément aux spécifications de l'article 7 ci-après, elle comprendra - un résumé succinct de l'analyse du projet et des techniques de mise en œuvre - Organisation du travail en équipes ou en ateliers - Contrôle de qualité (Organisation du contrôle de qualité interne) - Dispositions prévues pour la Protection de l'environnement - Mesures d'hygiène et de sécurité - Utilisation de la main d'œuvre locale (HIMO)	Date, signature et cachet du soumissionnaire à la fin du document
B5	Attestation de visite de site	Document attestant que le soumissionnaire a été sur le site, et qu'il est capable de réaliser les travaux dans les conditions du site	Déclaration sur l'honneur.
	Rapport de visite de site	Document illustratif présentant le site.	Date, signature et cachet du Directeur de l'Entreprise
B6	Références de l'entreprise	Liste de travaux dans le domaine de l'hydraulique assortie des montants respectifs (03 projets au moins)	copies des marchés (1 <sup>ère</sup> et dernière pages) et des PV de réception et/ou de certificats de bonne fin des travaux
B7	Chiffre d'affaires moyen	Sur patente sur les trois dernières années ≥ 30 millions F CFA	Copies certifiées

B8	Capacité financière	<p>Une attestation, certifiant la solvabilité financière de l'Entreprise. Cette attestation indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si l'Entreprise est capable de pré financé sur ses fonds propres ;</li> <li>• Si elle bénéficie des facilités de préfinancement ou d'un concours de trésorerie octroyées par cet établissement bancaire.</li> </ul>	déjà délivré par un établissement bancaire implanté sur le territoire Camerounais et agréé par le Ministère des Finances
----	---------------------	--	--

Les pièces devront être rangées dans l'ordre ci-dessus, et séparées les unes des autres par des intercalaires de couleur autre que le blanc dans l'original que dans les copies.

### 10.3- ENVELOPPE C : OFFRE FINANCIERE

On devra retrouver dans ce volume les documents cités et placés dans l'ordre ci-après :

N°	DOCUMENTS APPELLATION	OPERATION A REALISER	AUTHENTIFICATION
C1	Soumission	modèle joint dûment complété avec indication du montant de la proposition	Date, signature, nom et cachet du soumissionnaire Timbré à 1000 F CFA
C2	Bordereau des Prix Unitaires	original du cadre du bordereau des prix dûment complété par les prix du soumissionnaire en lettres et en chiffres	Paraphe sur chaque page, signature et cachet du soumissionnaire sur la dernière page
C3	Détail quantitatif et estimatif	original du cadre du détail quantitatif et estimatif dûment complété par le soumissionnaire	Paraphe sur chaque page, signature et cachet du soumissionnaire sur la dernière page
C4	Sous détail des Prix unitaires	cadre du sous- détail conforme au modèle du DAO	Paraphe, signature et cachet sur chaque page
C5	Capacité financière	Montant supérieure à 20% du montant de la soumission	Délivrée par une Banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances

Les pièces devront être rangées dans l'ordre ci-dessus, et séparées les unes des autres par des intercalaires de couleur autre que le blanc dans l'original que dans les copies.

Chacune des enveloppes A, B et C contenant l'original et les copies sera fermée et scellée.

Les trois enveloppes seront placées dans une quatrième enveloppe elle-même fermée et scellée portant la mention suivante :

#### **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

N° \_\_\_\_\_ /AONO/CGG/CIPM/2022 DU \_\_\_\_\_ 2022

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET DE TOMBI, ARRONDISSEMENT DE GARI GOMBO, DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.**

**FINANCEMENT : (BIP) MINADER EXERCICE BUDGETAIRE 2022**

**" À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "**

#### **Article 8 : OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

Les plis seront ouverts, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés aux dates, heure et lieu précisés dans l'Avis d'Appel d'Offres.

A) Examen de la conformité des pièces administratives (Enveloppe A)

B) Évaluation des offres techniques (Enveloppe B)

Les variantes techniques n'étant pas acceptées, la méthode d'évaluation des offres est la suivante :

## B.1 Grille d'évaluation des Offres Techniques

L'offre technique contenue dans l'enveloppe B sera évaluée suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères suivants :

### \*Références de l'entreprise

#### - Chiffre d'affaires moyen sur patente pour les trois dernières années

Il permet d'apprécier les flux financiers du soumissionnaire. On tiendra compte de la valeur de la patente, et du chiffre d'affaires réalisé.

Pour le CA (patente), la notation sera la suivante :

N°		effectif	Non effectif
1	Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction sur les trois (03) dernières années $\geq$ 15 millions	oui	non

#### - Situation financière

N°		Oui	Non
2	Capacité financière supérieure à 60 % du montant de la soumission	Oui	Non

#### - références dans le domaine de l'hydraulique

L'Entreprise doit avoir réalisé au cours des trois dernières années les travaux dans le domaine de l'hydraulique des projets d'un coût minimum de francs CFA d'au moins 100 millions francs CFA (montant cumulé).

N°			
3	Expérience dans les marchés des travaux hydrauliques à titre d'entrepreneur, de sous-traitant dans au moins cinq (05) marchés au cours des cinq (05) dernières années, exécutés de manière satisfaisante (au moins PV de réception provisoire),	Oui	Non
	Justifier des travaux dans des domaines autres que l'hydraulique au cours des trois (03) dernières années pour un montant cumulé d'au moins 30 000 000 (Quarante millions) F CFA TTC.	oui	Non
4	Pour les marchés référencés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés pendant la période ci-dessus, une expérience dans les principales activités suivantes :		
	- réalisation des forages ou d'AEP, aménagement de sources,	oui	Non
	- réhabilitation des forages ou d'AEP	oui	Non

Toutefois, pour être prise en compte, chaque référence citée devra avoir concomitamment un marché (1<sup>ère</sup> page et page des signatures) et un document de bonne fin d'exécution ou PV de réception provisoire ou définitive. Seuls les contrats enregistrés pour les commandes publiques seront pris en compte.

**\*Matériel de chantier à mobiliser**

N°	Nbre	Nature de l'équipement	Oui	Non
5	01	Atelier de forage*	Oui	Non
6	01	Kit d'analyse des eaux In Situ*	Oui	Non
7	01	véhicule de liaison pick-up 4x4 ou station wagon	Oui	Non
8	01	Groupe électrogène	Oui	Non
9	01	Poste de soudure	Oui	Non
10	01	Compresseur 7 à 12bars	Oui	Non
11	01	Matériel de maçonnerie, de ferrailage (brouettes, truelles, pelles, etc.) et de plomberie	Oui	Non

L'Entreprise doit fournir tous les documents prouvant que les équipements cités sont sa propriété : **Factures – Certificat d'immatriculation – Attestation d'assurance.**

• **Personnel technique**

12	Conducteur des travaux	Ingénieur des travaux du Génie Rural, Hydraulique ou de Génie Civil ayant une expérience d'au moins cinq (05) ans dans les travaux d'hydraulique	- Diplôme + CV signé + - Attestation de disponibilité	Oui	Non
13	Chef de Chantier	Technicien Supérieur de Génie Rural ou équivalent, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans les travaux d'hydraulique	- Diplôme +CV signé - Attestation de disponibilité	oui	Non
14	Personnel d'appui (secrétaire et chauffeur)	BEPC ou CAP pour la secrétaire et Permis de conduire de catégorie B avec une expérience dans les BTP de 03 ans au moins	- Diplôme +CV signé + Attestation de disponibilité	oui	Non

• **Proposition technique**

		effectif	Non effectif
15	Attestation de visite de site signée sur l'honneur	Oui	Non
16	Rapport de visite du site avec photo illustrative	Oui	Non

**\*Méthodologie**

		Approprié	Non Approprié
17	Résumé succinct de l'analyse du projet et des techniques de mises en œuvre des ouvrages.	oui	Non
18	Organigramme de chantier	oui	Non
19	Contrôle de qualité (Organisation du contrôle de qualité interne)	oui	Non
20	Dispositions prévues pour la Protection de l'environnement	oui	Non
21	Mesures d'hygiène et de sécurité	oui	Non
22	Utilisation de la main d'œuvre locale (HIMO)	oui	Non
23	Origine des matériaux précisée	oui	Non

**\*Planning d'exécution**

24	Planning conforme aux délais	oui	Non
25	Chronogramme détaillé des activités	oui	Non

### \*Présentation générale des offres

26	Présence d'un sommaire	oui	Non
27	Pièces classés dans l'ordre annoncé par le sommaire	oui	Non
28	Intercalaires couleurs (avec sommaire de la partie)	oui	Non
29	Photocopies lisibles des pièces	oui	Non

### C) Évaluation de l'offre financière (Enveloppe C)

Pendant l'évaluation, le montant final de l'offre proposée sera arrêté comme suit :

- La Sous-commission d'analyse vérifiera si les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés sont conformes et complètes.
- Le soumissionnaire devra remplir, en lettres et en chiffres, les prix unitaires du bordereau de prix, les porter dans un détail estimatif et les multiplier par les quantités indiquées, de façon à obtenir le montant total de son offre.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) devra être obligatoirement complet.
- Le soumissionnaire est obligé d'exprimer les prix du BPU et du DQE en francs CFA hors taxes, avant d'y ajouter, pour ce qui concerne le DQE, les taxes correspondantes.
- Les prix en lettres du bordereau des prix primeront sur les prix en chiffres dudit bordereau, sur les prix du détail estimatif, et sur les prix des sous détails des prix : ils serviront de base au calcul du montant de l'offre.
- Le soumissionnaire ne pourra faire, dans quelque poste que ce soit du bordereau des prix unitaires, un rabais ou une augmentation sur les prix unitaires indiqués ou sur les montants résultant de ces prix unitaires.
- Les éventuelles erreurs de calcul seront redressées par la sous-commission d'analyse des offres et le montant sera révisé si nécessaire, sans que le soumissionnaire puisse élever quelque réclamation que ce soit.
- Les erreurs arithmétiques seront rectifiées sur la base ci-après :
  - *S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant ce prix par les quantités du DAO, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé.*
  - *S'il y a contradiction entre le prix en chiffre et le prix en lettre, le prix en lettre prévaudra.*
  - *Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction des erreurs, son offre sera écartée et sa Garantie pourra être confisquée.*

### **Article 9 :** ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions suivantes :

- ◆ l'offre est conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres ;
- ◆ le soumissionnaire est qualifié suivant les dispositions de l'article 8 ci-dessus ;
- ◆ l'offre la moins disante sera celle choisie parmi celles ayant obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 80% ;
- ◆ l'offre remplira au mieux les conditions techniques et financières (rapport qualité prix) requises, en définitive l'offre la moins disante devra satisfaire aux critères de compétence et qualité recherchés par l'Autorité Contractante pour être retenue.

### **Article 10 :** NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DE LA LETTRE-COMMANDE

L'Autorité Contractante notifiera l'adjudication de la Lettre-Commande au soumissionnaire. Cette notification indiquera le montant arrêté au titre de l'exécution des travaux et informera les autres soumissionnaires des motifs de rejet de leurs offres.

### **Article 11 :** CAUTION DE BONNE FIN

Dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la réception de la notification d'attribution de la Lettre-Commande, l'adjudicataire présentera une garantie de bonne fin sous forme de caution bancaire d'un montant égal à 10% du montant des travaux.

La garantie devra être émise par une banque de 1er ordre agréée conformément aux conditions fixées par la COBAC.

Si l'adjudicataire du Marché ne satisfait pas à ces conditions, il pourra en résulter l'annulation de l'attribution du Marché et la saisie de la caution de soumission.

### **Article 12 :** PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE-COMMANDE

Le contrat résultant du présent Marché sera préparé, passé et exécuté selon les règles et procédures définies par le Code des Marchés Publics en République du Cameroun.

Le Cocontractant retenu en recevra notification à son adresse officielle. Il devra, dans les délais réglementaires, remplir toutes les formalités et notamment l'enregistrement du contrat.

Dans le cas où le Cocontractant n'aura pas rempli ces obligations, le choix de celui-ci pourra être annulé sans aucun recours, et la Commission pourra proposer un nouvel adjudicataire suivant le même processus.

Pièce N°4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - C.C.A.P

SOMMAIRE C.C.A.P

<b>CHAPITRE I</b>	<b>GENERALITES</b>
Article 1	Objet de la Lette - Commande
Article 2	Procédure de passation de la Lette - Commande
Article 3	Pièces contractuelles constitutives du marché
Article 4	Textes généraux applicables à la Lette - Commande
Article 5	Définitions et attributions
<b>CHAPITRE II</b>	<b>EXECUTION DES TRAVAUX</b>
Article 6	Délai d'exécution
Article 7	Communication
Article 8	Ordre de Service
Article 9	Rôle et responsabilité du Cocontractant
Article 10	Sous-traitance
Article 11	Projet d'Exécution
Article 12	Matériel et personnel à mettre en place
Article 13	Législation concernant la main d'œuvre
Article 14	Remplacement du personnel d'encadrement
Article 15	Modification des ouvrages
Article 16	Matériaux
Article 17	Démolition des ouvrages défectueux et enlèvement des matériaux refusés
Article 18	Brevet d'invention
Article 19	Phasage des travaux
Article 20	Accès au chantier
Article 21	Attributions du Maître d'œuvre
Article 22	Réunions de chantier
Article 23	Journal de chantier
Article 24	Mise à disposition des lieux
Article 25	Mesures de sécurité
Article 26	Protection de l'environnement
Article 27	Remise en état des lieux
Article 28	Opérations préalables à la réception
Article 29	Réception provisoire
Article 30	Délai de garantie
Article 31	Entretien pendant la période de garantie
Article 32	Réception définitive
Article 33	Commission de réception
<b>CHAPITRE III</b>	<b>DISPOSITIONS FINANCIERES</b>
Article 34	Montant de la Lette - Commande
Article 35	Consistance des travaux
Article 36	Sous-détail des prix
Article 37	Travaux supplémentaires – variation dans la masse des travaux et la nature des travaux
Article 38	Préparation des Décomptes
Article 39	Modalités et règlement des travaux exécutés
Article 40	Monnaie de paiement
Article 41	Avance de démarrage
Article 42	Cautionnement définitif
Article 43	Retenue de garantie
Article 44	Assurance et protection des chantiers
Article 45	Variation des prix
Article 46	Régime fiscal et douanier
Article 47	Nantissement de la Lette - Commande
Article 48	Enregistrement
Article 49	Pénalités de retard
<b>CHAPITRE IV</b>	<b>CLAUSES DIVERSES</b>
Article 50	Frais commerciaux extraordinaires
Article 51	Transports internationaux
Article 52	Informations de chantier à afficher
Article 53	Résiliation de la Lette - Commande
Article 54	Règlement des litiges
Article 55	Validité et entrée en vigueur de la Lettre Commande
Article 56	Cas de force majeure

## **CHAPITRE I : GENERALITES**

### **Article 1 : OBJET DE LA LETTRE COMMANDE**

La présente Lettre Commande a pour objet *les travaux de construction de deux forages équipés de PMH à Lambo et Tombi.*

### **Article 2 : PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE-COMMANDE**

La présente Lettre – Commande est passée après Appel d'Offres National Ouvert.

### **ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DE LA LETTRE-COMMANDE**

Le Cocontractant est soumis aux pièces contractuelles énumérées ci-dessous :

- ◆ la soumission du Cocontractant ou l'acte d'engagement ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- ◆ le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- ◆ le bordereau des prix unitaires ;
- ◆ le devis ou le détail estimatif ;
- ◆ la décision portant attribution du marché ;
- ◆ le sous-détail des prix ;
- ◆ les plans et dessins approuvés par L'ingénieur ;
- ◆ le planning d'exécution approuvé ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) auquel il est spécifiquement assujéti.

### **ARTICLE 4 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES AU PRESENT MARCHÉ**

La présente lettre commande est soumise aux textes généraux ci-après :

- La loi N°2021/026 du 16 Décembre 2021 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2022 ;
- La Circulaire N°00000456/C/MINFI du 30 décembre 2021 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'État et des autres Entités Publiques pour l'Exercice 2022 ;
- Le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- Le décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés publics ;
- Le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- Le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- La circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;
- La circulaire n°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics ;
- La circulaire n°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative aux modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;
- Les textes régissant les corps de métiers ;
- Les normes en vigueur ;
- D'autres textes spécifiques au domaine concerné

### **ARTICLE 5 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS**

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est à préciser que :

- ◆ L'Autorité Contractante est le Maire de la Commune de Gari Gombo ;
- ◆ Le Maître d'Ouvrage est le Maire de la Commune de Gari Gombo ;
- ◆ Le Chef de Service du marché est le Secrétaire Général de la Commune de Gari Gombo ;
- ◆ L'Ingénieur du marché est le Délégué Départemental de l'Eau et de l'Énergie de la BOUMBA et NGOKO ;
- ◆ Le mot « Entrepreneur » désigne la ou les personnes, firmes ou sociétés dont la soumission a été acceptée.

Les « Travaux » désignent *les travaux de construction de deux forages équipés de PMH à Lambo et Tombi dans la Commune de Gari-Gombo.*

Le « Chantier » désigne le terrain et les autres emplacements sur, sous, dans, ou à travers lesquels les travaux conçus par le Maître d'Ouvrage doivent être exécutés et tous les autres terrains et emplacements fournis par le Maître d'Ouvrage en tant que lieux de travail ou à toutes fins et spécifiquement désignés dans le marché comme faisant partie intégrante du chantier.

## **CHAPITRE II : EXECUTION DES TRAVAUX**

### **ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai maximum d'exécution est de **trois (03) mois**, incluant toutes les contraintes liées à l'enclavement et aux contraintes particulières du site relatif aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place ou tout autres contraintes, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

### **ARTICLE 7 : COMMUNICATION**

7-1 Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre de la présente lettre - commande devront être faites aux adresses suivantes :

- ◆ Dans le cas où l'Entrepreneur est le destinataire, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de la Commune où s'exécutent les travaux.
- ◆ Dans le cas où l'Ingénieur est le destinataire :
  - Monsieur le Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie....., B.P : ..... Tél ..... avec copies adressées dans les mêmes délais, à l'Autorité Contractante, au Chef de Service du marché et au Maître d'ouvrage;
- ◆ Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire :
  - Monsieur le Maire avec copies adressées dans les mêmes délais au Chef de Service et à l'Ingénieur.
- ◆ Dans le cas où l'Autorité Contractante est le destinataire :
  - Monsieur le Maire avec copies adressées dans les mêmes délais au Chef de Service et à l'Ingénieur.

7-2 L'Entrepreneur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'ingénieur, avec copie au Chef Service et au Maître d'ouvrage.

### **ARTICLE 8 : ORDRE DE SERVICE**

8-1 L'Ordre de Service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef Service du Marché.

8-2 Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par Maître d'Ouvrage et notifiés par l'Ingénieur du Marché.

8-3 Les ordres de service à caractères technique liés au déroulement normal du chantier et sans incidence ni sur le montant, ni sur le délai des travaux seront signés par le Chef de service du marché et notifiés par l'Ingénieur.

8-4 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par Maître d'Ouvrage et notifié par l'Ingénieur du marché.

8-5 L'Entrepreneur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout Ordre de Service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

### **ARTICLE 9 : ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT**

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué à l'Ingénieur en 05 (cinq) exemplaires à chaque début de mois.

L'Entrepreneur est réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une manière générale, il est réputé s'être procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.

L'Entrepreneur est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage représenté par le Chef Service du Marché, l'Ingénieur du marché, de l'organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des matériaux et fournitures dont la charge lui incombe, employés par lui, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des travaux.

Les travaux seront exécutés conformément aux plans et spécifications techniques selon les règles de l'art conformément aux techniques et pratiques en République du Cameroun.

A cet effet, le cocontractant devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé.

L'Entrepreneur reste responsable de la totalité du chantier, y compris des interventions des sous-traitants agréés. Il lui appartient en outre d'assurer la coordination des prestations des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est assuré pour les différents corps d'état, leur intervention en temps utile sous sa direction et la bonne exécution des ordres donnés par l'Ingénieur.

L'Entrepreneur devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.

L'Entrepreneur devra tenir constamment à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer régulièrement à l'Ingénieur.

### **ARTICLE 10 : SOUS TRAITANCE**

Le présent marché prévoit la possibilité pour l'attributaire de faire exécuter une partie des travaux par un ou des sous-traitants.

L'attributaire ne pourra confier des travaux en sous-traitance sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage, représenté par le Chef Service du Marché, l'Ingénieur. Cette autorisation n'affranchit l'attributaire d'aucune de ses obligations contractuelles.

L'attributaire doit s'assurer que les sous-traitants sont en règle avec l'Administration Camerounaise.

Le non-respect des dispositions ci-dessus constitue un motif de résiliation du marché.

En cas d'autorisation, la part sous-traitée des travaux ne doit pas excéder trente pourcent (30%) du montant du marché.

Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions techniques et financières que le titulaire du marché. Ils exécuteront les travaux sous la seule et pleine responsabilité de l'attributaire

En tout état de cause, l'attributaire restera vis à vis du Maître d'ouvrage représenté par le Chef Service du Marché, l'Ingénieur. seul responsable de l'exécution du contrôle conformément aux obligations contractuelles.

#### **ARTICLE 11 : PROJET D'EXECUTION**

Le projet d'exécution, comprend les pièces graphiques détaillées, les notes de calcul et toutes les informations nécessaires, relatives aux technologies employées et aux équipements mis en œuvre. Il est établi par le Cocontractant conformément aux clauses contractuelles et dans le respect des directives contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Le projet d'exécution est soumis aux visas respectifs de l'Ingénieur du Marché avant de le transmettre au Chef Service du Marché. Le Chef Service du Marché approuve le projet d'exécution qui est transmis au Maître d'ouvrage pour validation.

La validation de l'Autorité Contractante n'atténue en rien la responsabilité du Cocontractant pour la conception des ouvrages et l'exécution des travaux correspondants.

Avant la réception provisoire, le Cocontractant remet à l'Ingénieur du Marché **quatre (04) exemplaires** des plans de récolement des ouvrages réalisés, dont un original reproductible.

#### **ARTICLE 12 : MATERIEL ET PERSONNEL A METTRE EN PLACE**

Le Cocontractant s'engage à mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires à la bonne exécution des travaux suivant les règles de l'art et conformément aux stipulations du CCTP contenu dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Le marché est exécuté dans le respect du contenu de l'offre technique, financière et en personnel qualifié, fournie par le Cocontractant et à l'origine de l'adjudication.

A cet effet, toute modification, même partielle, apportée à l'offre technique est soumise à l'approbation préalable du Chef service du Marché. En cas d'accord, le Cocontractant procède aux remplacements avec un personnel de compétence équivalente ou par un matériel de références et de qualité similaire.

#### **ARTICLE 13 : LEGISLATION CONCERNANT LA MAIN D'ŒUVRE**

Le Cocontractant est tenu de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant l'emploi de la main d'œuvre. Il recrute en priorité le personnel local à qualification équivalente.

#### **ARTICLE 14 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT**

En cas de remplacement du personnel d'encadrement, le Cocontractant procède aux remplacements avec un personnel de compétence équivalente. Au cas où la qualification du personnel proposé est inférieure à celle de l'agent considéré mais conforme aux dispositions du dossier de consultation, le Cocontractant est passible d'une pénalité correspondant à 5/1000ème du montant du marché.

En tout état de cause et sauf cas de force majeure, le Cocontractant ne peut remplacer plus de 50% de son personnel sans s'exposer à la résiliation du marché.

Si le Chef de service du Marché exige le remplacement d'un personnel du Cocontractant, suite à une faute grave dûment constatée sur le chantier par les deux parties, le Cocontractant, doit pourvoir à son remplacement immédiat et à ses propres frais.

#### **ARTICLE 15: MODIFICATION DES OUVRAGES**

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit lors de la phase d'exécution, d'introduire dans les ouvrages, toutes modifications, adjonctions, suppressions d'ouvrages ainsi que les éventuelles suppressions de catégorie de travaux qu'il estime nécessaire pour la bonne réussite et l'économie des travaux sans que pour cela le Cocontractant puisse prétendre à quelques compensations ou indemnités que ce soit en dehors de celles indiquées dans le CCTP.

#### **ARTICLE 16 : MATERIAUX**

Le Cocontractant recherche à ses frais les lieux d'extraction des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Les matériaux doivent être conformes aux spécifications du CCTP. Ils sont soumis aux essais ou épreuves que L'Ingénieur juge utiles de prescrire suivant les spécifications du marché.

Les moyens de contrôle mis en place par le Cocontractant et à ses propres frais, doivent lui permettre, d'assurer un contrôle permanent des ouvrages tant sur le chantier que sur les lieux d'extraction des agrégats, de préparation des matériaux ou de fabrication des parties d'ouvrages.

#### **ARTICLE 17 : DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES**

Le Chef de service du Marché a le pouvoir d'ordonner par écrit :

- ◆ L'enlèvement du chantier dans un délai de quarante-huit (48) heures, de tous les matériaux réputés non conformes aux exigences du marché et leur remplacement par d'autres matériaux convenables et approuvés si nécessaires après essais de laboratoire ;
- ◆ La démolition et la reconstruction conformément aux stipulations du marché, de tout ouvrage ou partie d'ouvrage non conforme aux exigences du marché, tant en ce qui concerne le mode d'exécution que les matériaux utilisés ;
- ◆ En cas de non-conformité, les dépenses sont entièrement à la charge du Cocontractant.

#### **ARTICLE 18 : BREVET D'INVENTION**

Le Cocontractant doit s'entendre s'il y a lieu avec les propriétaires ou les possesseurs de licence dont il utilise les procédés. Il procède au règlement de tous les droits et redevances y relatifs et garantit le Maître d'ouvrage contre toute poursuite dans le cas d'une atteinte à la propriété intellectuelle.

#### **ARTICLE 19 : PHASAGE DES TRAVAUX**

Le Cocontractant doit respecter le séquençage des différentes phases des travaux décrites dans sa soumission, de façon à faciliter le contrôle des ouvrages et le respect des délais impartis prévus dans le chronogramme des travaux.

#### **ARTICLE 20 : ACCES AU CHANTIER**

L'Autorité Contractante, le Chef de Service du Marché, L'ingénieur du Marché et toute personne dûment autorisée par lui-même, peuvent à tout moment accéder au chantier et aux lieux d'extraction des matériaux, de fabrication ou d'approvisionnement des produits manufacturés et outillages utilisés pour les travaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la mission de vérification de l'effectivité des travaux, les personnes dûment autorisée par l'Autorité Contractante peuvent à tout moment accéder au chantier et à toutes informations y relatives.

#### **ARTICLE 21 : ATTRIBUTIONS DE L'INGENIEUR DU MARCHE**

L'Ingénieur du Marché a pour mission principale de contrôler et de garantir la bonne exécution des travaux, conformément aux stipulations du marché et aux règles de l'Art. Il ne peut relever le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'ouvrage, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Il est compétent pour préparer les Ordres de Service à caractère technique.

L'Ingénieur exerce les fonctions suivantes :

- ◆ la vérification du projet d'exécution, notamment des pièces graphiques et des notes de calcul ;
- ◆ le contrôle et l'approbation de l'implantation des ouvrages ;
- ◆ le contrôle et l'approbation des matériaux, matériels et équipements du bâtiment utilisés dans la mise en œuvre des ouvrages ;
- ◆ le contrôle de la qualité de la mise en œuvre des ouvrages effectuée par le Cocontractant ;
- ◆ la prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par le Cocontractant ;
- ◆ la préparation des opérations de réception provisoire ou définitive à la demande du Cocontractant ;
- ◆ la préparation des décomptes et des situations mensuelles provisoires des travaux et leur transmission au Chef service du Marché ;
- ◆ l'identification et la formulation de solution techniques relatives à la résolution des problèmes techniques rencontrés par le Cocontractant dans la mise en œuvre des ouvrages ;
- ◆ le contrôle des délais de réalisation conformément au chronogramme contractuel d'exécution des travaux.

Chaque opération relative au constat des prestations réalisées fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'Ingénieur et le Cocontractant ou son représentant lors des réunions de chantier et transmis au Maître d'Ouvrage.

À la demande du Maître d'Ouvrage, des constats contradictoires peuvent être effectués en présence du Cocontractant pour évaluer ou réévaluer les quantités réelles de certains ouvrages sur la base du marché.

#### **ARTICLE 22 : REUNIONS DE CHANTIER**

Les réunions de chantier sont programmées de façon hebdomadaire.

La participation de l'Ingénieur du marché et du Cocontractant aux réunions de chantier est obligatoire.

Les réunions de chantier sont organisées et prises en charge par le cocontractant ;

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un procès-verbal signé par les participants et transmis à l'Autorité Contractante, une copie de chaque PV sera annexée à la demande de réception provisoire à introduire par le cocontractant.

### **ARTICLE 23 : JOURNAL DE CHANTIER**

Le Cocontractant tient un journal de chantier mis à jour de façon quotidienne. Il est conservé en permanence sur les lieux du chantier et mise à disposition de l'Ingénieur du marché et l'Autorité Contractante ou de leurs représentants. Y sont consignés :

- ◆ les conditions atmosphériques ;
- ◆ l'avancement des travaux ;
- ◆ le personnel présent sur le chantier ;
- ◆ les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- ◆ les travaux exécutés dans la journée, les quantités mises en œuvre et le matériel employé ;
- ◆ les prestations réalisées par les sous-traitants ;
- ◆ les incidents dans la mise en œuvre des ouvrages et les solutions techniques mises en œuvre ;
- ◆ les prescriptions, les non conformités et les incidents relevés par l'Ingénieur du Marché, ainsi que les observations susceptibles de donner lieu à réclamations de sa part ;
- ◆ les observations de toute nature relevées par l'Ingénieur ou le Cocontractant, et relatives à la qualité de la mise en œuvre, aux matériaux fournis, au personnel employé ou au chronogramme des travaux ;
- ◆ les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché (notifications, résultats d'essais, attachements) ;
- ◆ les visites officielles.

Le journal est signé contradictoirement par l'Ingénieur et le responsable des travaux représentant le Cocontractant, à chaque visite du chantier ; il est visé systématiquement lors des réunions de chantiers.

En cas de réclamation du Cocontractant, il ne peut être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps utiles dans le journal de chantier.

Tout refus de présentation du journal de chantier à l'Autorité Contractante, et toute tentative de falsification, ou de destruction partielle ou totale de ce document peut aboutir à la suspension des paiements et à la résiliation du Marché. En tout état de cause le Cocontractant ne peut se prévaloir de l'impossibilité de fournir le journal de chantier.

### **ARTICLE 24 : MISE À DISPOSITION DES LIEUX**

Les installations provisoires de chantier, les ateliers de préfabrication, les carrières d'emprunts, les voies d'accès, les garages, les bureaux et logements du personnel nécessaires à l'exécution des travaux, ne peuvent être édifiés que sur les emplacements agréés par l'Ingénieur en accord avec les autorités administratives et traditionnelles locales.

Dans la mesure de leurs possibilités, l'administration ou les autorités traditionnelles locales peuvent mettre à la disposition du Cocontractant et pour la durée des travaux, des espaces du domaine privé ou public de l'état nécessaires aux besoins du chantier. Ces terrains doivent être nettoyés et remis en bon état à la fin des travaux.

### **ARTICLE 25: MESURES DE SECURITE**

Le Cocontractant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection du personnel employé et des visiteurs sur le chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

En outre, le Cocontractant a la charge d'assurer la sécurité du chantier contre les intrusions. A cet effet, il doit fournir et entretenir à ses frais tous dispositifs nécessaires d'éclairage, de clôture, de protection et de gardiennage nécessaires à la préservation des ouvrages, des matériaux ou du matériel entreposés sur le chantier. Il soumet ces dispositifs à l'approbation préalable du Maître d'œuvre.

### **ARTICLE 26 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le Cocontractant est tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur au Cameroun et notamment la loi cadre n°096/12 du 03 août 1996 sur la gestion de l'environnement.

Il doit se conformer aux prescriptions du CCTP en la matière.

### **ARTICLE 27: REMISE EN ETAT DES LIEUX**

La remise en état des lieux, comprend l'enlèvement des installations provisoires, des matériels, matériaux et débris de chantier, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception provisoire des ouvrages et au plus tard, avant l'approbation du décompte général et définitif des travaux.

### **ARTICLE 28 : OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION PROVISOIRE**

Avant la réception provisoire, le Cocontractant demande par écrit à l'Ingénieur du Marché l'organisation d'une visite technique préalable. Cette Commission de Recette technique est conduite par l'Ingénieur et comprend :

- ◆ la reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés ;
- ◆ la constatation des quantités effectivement réalisées ;
- ◆ les épreuves prévues éventuellement par le CCTP ;
- ◆ L'effectivité de la tenue des réunions de chantier avec PV signés ;

- ◆ la constatation de l'achèvement des travaux conformément aux termes du marché, ou de la non-exécution ou du non-respect partiel ou total des prestations prévues dans le marché ;
- ◆ La notification des réserves éventuelles et des délais de mise en conformité ;
- ◆ la constatation du repli des installations de chantier et de la remise en état des lieux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé contradictoirement par L'ingénieur et le Cocontractant, et transmis au Maître d'Ouvrage. Les délais de levée des réserves au plus tard avant la réception provisoire des travaux, sont fixés de commun accord avec le Cocontractant.

#### **ARTICLE 29 : RECEPTION PROVISOIRE**

La réception provisoire est effectuée à la demande du Cocontractant en cas d'exécution satisfaisante des prestations prévues dans le marché.

Après la visite du chantier, la Commission examine le procès-verbal de la Commission de Réception Technique et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Le procès-verbal signé séance tenante par tous les membres de la commission, prononce soit :

- ◆ la réception provisoire des travaux sans réserve ;
- ◆ la réception provisoire des travaux avec réserves, assortis d'un délai de levée des réserves ;
- ◆ le refus de réceptionner les travaux.

Le procès-verbal de réception technique provisoire marque la date d'achèvement des travaux.

#### **ARTICLE 30 : DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie concerne les travaux relatifs à l'ouvrage et aux équipements du bâtiment éventuellement installés.

Ce délai est fixé à douze (12) mois et court à compter de la date de réception provisoire des travaux.

#### **ARTICLE 31: ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE**

Pendant la période de garantie, le Cocontractant exécute à ses frais et en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux désordres qui peuvent apparaître sur les ouvrages et qui relèvent de malfaçons.

Le Cocontractant est responsable envers le Maître d'ouvrage/Autorité Contractante de tous les désordres survenus sur les ouvrages, excepté ceux relevant d'une usure normale causée par l'usage, même si L'ingénieur n'en a pas fait mention. Il dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux réparations. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage/Autorité Contractante a la possibilité de faire exécuter les travaux aux frais du Cocontractant.

#### **ARTICLE 32 : RECEPTION DEFINITIVE**

Après la visite des ouvrages, la commission de réception, examine le procès-verbal de réception provisoire et vérifie la levée effective d'éventuelles réserves. Elle procède à la réception définitive des travaux s'il y a lieu.

Le procès-verbal signé séance tenante par tous les membres de la commission, prononce soit :

- ◆ la réception définitive des travaux sans réserve ;
- ◆ la nécessité de lever les réserves dans un délai imparti, préalablement à la fixation d'une nouvelle date de réception définitive des travaux.
- ◆ Tous les frais inhérents aux réceptions partielle, provisoire ou définitive des ouvrages sont à la charge du Cocontractant, y compris les travaux relatifs à la levée des réserves.

#### **ARTICLE 33 : COMMISSION DE RECEPTION**

La commission de réception est composée ainsi qu'il suit :

- **Président** :
  - ◆ Le Maître d'ouvrage ou son représentant ;
- **Rapporteur** :
  - ◆ L'ingénieur du Marché ;
- **Membres** :
  - ◆ Le Chef service du marché ;
  - ◆ Le Cocontractant ou son représentant ;
- **Observateur** :
  - ◆ Le Délégué Départemental des Marchés Publics de la Boumba et Ngoko ou son représentant

Le Cocontractant saisit le Chef Service de la Lettre-Commande afin de lui proposer une date de réception. Une fois la date approuvée, celui-ci convoque les membres de la Commission de réception, aux fins de procéder à la réception.

### **CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 34 : MONTANT DU MARCHÉ**

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de \_\_\_\_\_ (en chiffres) \_\_\_\_\_ (en lettres) francs CFA Toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- ◆ Montant HTVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA
- ◆ Montant de la TVA : \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_) francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du rabais éventuellement consenti par l'Entrepreneur.

#### **ARTICLE 35: CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur en République du Cameroun au mois précédant celui de la soumission.

En outre, le Cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance des conditions locales susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux pour s'en être personnellement rendu compte sur le terrain avant de soumissionner, mais également de toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux, notamment :

- ◆ les conditions de transport et d'accès au chantier à toute époque de l'année ;
- ◆ la présence éventuelle de risques naturels, notamment les risques d'inondation liés au régime des pluies et des eaux dans la région ;
- ◆ les sujétions liées à la situation géographique des travaux ;
- ◆ les contraintes liées à la nature et à la qualité des terrains et des sols ;
- ◆ les prises de contacts avec les principaux acteurs locaux (autorités administratives et traditionnelles, organisations professionnelles, etc.)

#### **ARTICLE 36 : SOUS-DETAIL DES PRIX**

Le Cocontractant est censé avoir fourni dans sa soumission le sous détail des prix, qui fait ressortir dans le détail le montant des charges et des frais accessoires sur salaire et main d'œuvre, ainsi que les frais de montage, d'entretien et de démontage des installations provisoires de chantier, d'amortissement des installations, du matériel et de l'outillage, ainsi que toutes les sujétions, frais généraux, faux frais et bénéfices.

Les montants du Bordereau des Prix Unitaires comprennent tous les frais de la main d'œuvre participant directement ou indirectement à l'exécution des travaux, y compris les salaires et les primes, les assurances ; les charges salariales, les frais de déplacement. Ils comprennent également les postes suivants :

- ◆ Amenée, montage, entretien, démontage et repli de toutes les installations y compris bureaux, laboratoires, matériel de carrière éventuels, ateliers, habitation etc. ;
- ◆ Amenée, fourniture, stockage et transport de tous les matériaux, ingrédient, carburant, lubrifiant, etc. ;
- ◆ Entretien des ouvrages existants utilisés pour la réalisation du présent marché ;
- ◆ Prospection des gîtes d'emprunt, extraction, stockage et mise en œuvre des matériaux drainage des gisements ;
- ◆ Des mesures d'atténuation des impacts directs environnementaux ;
- ◆ Entretien des ouvrages pendant le délai de garantie ;
- ◆ Assurance y compris responsabilité civile ;
- ◆ Assurance de chantier ;
- ◆ Frais financier et frais généraux du chantier ;
- ◆ Rémunération pour bénéfice et aléas.

Les prix du bordereau des prix comprennent toutes les sujétions d'exécution qu'elles soient ou non explicitées dans le présent CCAP ou dans le CCTP. Une modification des quantités peut être apportée en plus ou en moins dans le volume des travaux, quel que soit la quantité des travaux réellement exécutés, les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires seront appliqués. Si la quantité des travaux diminue de plus de 50% du montant prévu dans le marché, l'Attributaire peut prétendre à une indemnisation.

#### **ARTICLE 37: TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES - VARIATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX ET LA NATURE DES TRAVAUX**

Qu'il s'agisse d'augmentation dans la masse des travaux, ou d'ouvrages non prévus au marché, aucun travail supplémentaire ne peut être exécuté par le Cocontractant, s'il n'a pas fait au préalable l'objet d'un Ordre de Service de l'Autorité Contractante le prescrivant explicitement.

Il est fait application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires si les travaux supplémentaires comportent de nouveaux prix, la validation de ceux-ci fait l'objet d'un avenant. Est considéré comme nouveau prix, tout prix ne figurant pas dans le Bordereau des Prix Unitaires ou dans le détail estimatif de la présente lettre commande si celui-ci a été présenté dans l'offre du Cocontractant.

### **ARTICLE 38 : PREPARATION DES DECOMPTES**

Le Cocontractant est rémunéré par décomptes établis en appliquant des prix du bordereau des prix unitaires aux prestations réellement exécutées.

A l'issue de chaque réception partielle des travaux, le Cocontractant et l'ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau des prix pouvant donner droit au paiement.

Les projets de décompte provisoire des travaux effectivement réalisés sont établis en sept (07) exemplaires.

L'ingénieur du Marché après vérifications, signe le projet de décompte et le transmet au Chef Service du Marché pour liquidation.

Le projet de décompte final, une fois accepté ou rectifié par le Chef Service du Marché, constitue le décompte final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché, établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des décomptes mensuels.

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, l'ingénieur dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le Cocontractant et le Chef Service du Marché qui le transmet au Délégué Départemental des Marchés Publics qui y appose le visa. Ce décompte comprend :

- ◆ le décompte final,
- ◆ l'acompte pour solde,
- ◆ la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le Cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

### **ARTICLE 39 : MODALITES ET REGLEMENT DES TRAVAUX EXECUTES**

- ◆ Le Chef Service du Marché est chargé de la liquidation du présent marché ;
- ◆ Le Receveur municipal de la commune de Gari-Gombo est chargé du paiement.

Le paiement est effectué par virement au compte bancaire du cocontractant.

Le règlement du marché est exécuté par le Maître d'ouvrage sur présentation du décompte établi en sept (07) exemplaires par l'ingénieur du marché et signés par :

- ◆ le Cocontractant ;
- ◆ l'ingénieur du Marché ;
- ◆ le Chef Service du Marché ;

Chaque dossier de paiement doit comporter les pièces suivantes:

- ◆ une (01) copie légalisée datant de moins de trois (03) mois signée des Administrations compétentes, de toutes les pièces composant le dossier fiscal ;
- ◆ 07 exemplaires du décompte et des Attachements signés par le Cocontractant, l'ingénieur du Marché, le Chef Service du Marché et le Maître d'Ouvrage.
- ◆ le Procès-verbal de réception signé de tous les membres de la Commission de réception dans le cas de la réception provisoire des travaux;
- ◆ le Rapport d'Exécution des travaux préparé et signé par l'ingénieur accompagné des photographies des ouvrages au moment de la réception ;
- ◆ la mainlevée de la retenue de garantie signée du Maître d'Ouvrage, dans le cas de la réception définitive des travaux ;

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues.

### **ARTICLE 40 : MONNAIE DE PAIEMENT**

La monnaie de soumission et de paiement est le Franc CFA.

### **ARTICLE 41 : AVANCE DE DEMARRAGE**

Une avance de démarrage d'un montant au plus égal à 20% du montant TTC du marché peut être accordée à la demande du Cocontractant, dès notification du marché.

Cette avance est cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère en charge des Finances.

L'avance de démarrage est remboursée par prélèvement de 30% du montant des travaux de chaque décompte à partir du premier décompte du marché. Il doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteints les 80% de la valeur du marché. En tout état de cause, le remboursement doit être terminé un mois avant la date d'expiration du délai contractuel.

Au fur et à mesure du remboursement de l'avance de démarrage, le Maître d'ouvrage donne la mainlevée de la part du cautionnement définitif correspondante si le Cocontractant en fait la demande.

### **ARTICLE 42 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF**

Le cautionnement définitif qui garantit l'exécution intégrale des travaux est constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché. Il est conservé par l'Autorité Contractante. Le cautionnement provisoire de soumission est restitué au Cocontractant dès constitution de ce cautionnement définitif.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 2 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce cautionnement définitif peut être remplacé par une caution bancaire d'un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère des Finances. A la fin des travaux, le cautionnement définitif est restituée ou la caution bancaire le remplaçant libérée sur demande écrite du Cocontractant.

#### **ARTICLE 43 : RETENUE DE GARANTIE**

A titre de garantie des travaux, il sera opéré sur le montant de chaque acompte mensuel **une retenue de 10% du montant de la partie d'ouvrage concernée** de cet acompte. La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie bancaire à première demande de retenue de garantie personnelle et solidaire du même montant émanant d'un établissement bancaire installé sur le territoire camerounais et agréé par le Ministère des Finances. Cette retenue de garantie sera restituée, ou la caution levée, dès réception définitive des travaux.

#### **ARTICLE 44 : ASSURANCE ET PROTECTION DES CHANTIERS**

Le Cocontractant doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile pour les dommages de toutes natures causés aux tiers :

- ◆ par son personnel, salarié en activité de travail ;
- ◆ par le matériel qu'il utilise ;
- ◆ du fait des travaux.

Par ailleurs le chantier doit être couvert pour l'ensemble des travaux par une assurance globale de chantier délivrée par une compagnie agréée par l'autorité compétente. Les frais inhérents à cette assurance sont à la charge du Cocontractant

Le Cocontractant dispose de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux pour présenter un certificat d'une compagnie d'assurance prouvant qu'elle a intégralement été réglée des primes ou cotisations relatives aux travaux pour le présent marché. Passé ce délai le marché peut être résilié

Le Cocontractant est tenu d'assurer la protection et le gardiennage de son chantier jour et nuit. Il veille notamment à empêcher toute intrusion accidentelle ou malveillante par une clôture et des pancartes bien visibles, interdisant l'accès du chantier au public. Le Cocontractant est tenu responsable de tout accident qui surviendrait sur le chantier suite à l'absence des dispositifs requis.

La Garantie décennale est gérée conformément aux dispositions du Code Civil.

#### **ARTICLE 45 : VARIATION DES PRIX**

Le présent marché commande est à prix unitaires et forfaitaires. Ces prix sont définitifs, fermes et non révisables.

#### **ARTICLE 46 : REGIME FISCAL ET DOUANIER**

Le présent marché est soumis aux droits et taxes en vigueur au Cameroun.

#### **ARTICLE 47 : NANTISSEMENT DU MARCHÉ**

Le présent marché, conclue conformément aux dispositions du Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 septembre 2004 portant Code des Marchés Publics, peut être donné en nantissement.

Le créancier nanti devra notifier par tous moyens laissant trace écrite au Maître d'Ouvrage du Marché une copie certifiée conforme de l'acte de nantissement.

Par application des dispositions ci-dessus :

- ◆ Le Maître d'Ouvrage du Marché est chargé de la liquidation du présent marché ;
- ◆ Le Receveur municipal de la commune de Gari-Gombo est chargé du paiement.

#### **ARTICLE 48 : ENREGISTREMENT**

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans un Centre Principal des Impôts, conformément à la réglementation.

Après enregistrement, quatre (04) exemplaires du marché devront être retournés au Chef de service du marché pour ventilation et un (01) exemplaire à l'Autorité Contractante.

#### **ARTICLE 49: PENALITES DE RETARD**

En cas de dépassement des délais contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

- ◆ Un deux millièmes (1/2000<sup>ème</sup>) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- ◆ Un millièmes (1/1000<sup>ème</sup>) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

- ◆ 1/1000<sup>ème</sup> du montant du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du jour arrêté pour la remise des documents ou livrables (projet d'exécution, cautions, assurances, rapport mensuel, ...).

Tout changement abusif non agréé par le Maître d'Ouvrage Délégué d'un personnel d'encadrement ou d'un équipement important sera frappé d'une pénalité de 5/1000<sup>ème</sup> par personnel ou par équipement.

#### **CHAPITRE IV : CLAUSES DIVERSES**

##### **ARTICLE 50 : FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES**

Le Cocontractant déclare que le présent contrat de marché n'a donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à perception de frais commerciaux extraordinaires.

Le Cocontractant s'engage, s'il est établi de financement de frais commerciaux extraordinaires au titre du présent contrat du marché, à réserver au Maître d'œuvre pour le compte du Maître d'ouvrage, le montant de ses frais.

En outre, si le Cocontractant était convaincu de perception des frais commerciaux extraordinaires, il encourrait les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

##### **ARTICLE 51 : TRANSPORTS INTERNATIONAUX**

Au cas où l'exécution de la présente lettre commande nécessiterait le transport des matériels et équipements dans le sens étranger vers le Cameroun et vice versa, ce transport sera assuré selon les dispositions résultant des conventions et accords internationaux et à la charge de l'attributaire.

##### **ARTICLE 53 : RESILIATION DE LA LETTRE-COMMANDE**

Le présente marché peut être résiliée dans les conditions et formes prévues par la réglementation en vigueur au Cameroun, notamment la SECTION I II, au TITRE I V du décret N°, 2004/275 du 24 septembre 2004 et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans les cas de :

- ◆ Retard de plus de 15 (quinze) jours calendaires dans l'exécution d'un Ordre de Service, une mise en demeure ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- ◆ Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant de la lettre commande ;
- ◆ Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- ◆ Défaillance de l'Entrepreneur ;
- ◆ Non-paiement persistant des prestations.

##### **ARTICLE 54 : REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties conviennent que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché relèvent des juridictions camerounaises compétentes.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

##### **ARTICLE 55 : VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA LETTRE-COMMANDE**

La présente Lettre-Commande ne deviendra valide qu'après sa signature par le Maire de la commune de Gari-Gombo Autorité Contractante, et entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant par ce dernier.

##### **ARTICLE 56 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Dans le cas où l'Entrepreneur invoquerait le cas de force majeure, les seuils en-deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- ◆ Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;
- ◆ Vent : 40 mètres par seconde ;
- ◆ Crue : la crue de fréquence décennale ;
- ◆ Tous autres cas évoqués,

Le Maître d'Ouvrage est seul à juger du cas de force majeure.

**Pièce N°5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - C.C.T.P.**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I- GENERALITES</b> -----	<b>46</b>
Article 1- Objet. -----	46
Article 2 - Choix technique. -----	46
<b>CHAPITRE II - DESCRIPTION DES TACHES DU COCONTRACTANT</b> -----	<b>46</b>
<b>CHAPITRE III - REALISATION DU FORAGE</b> -----	<b>46</b>
Article 3- Exécution des forages. -----	46
Article 4 : Conditions de réception provisoire des ouvrages-----	51
Article 5 : Conditions de réception définitives-----	51
Article 6 : Garantie des prestations-----	52
Article 7 – Exécution des ouvrages-----	52
<b>CHAPITRE IV – FOURNITURE ET INSTALLATION DE LA POMPE</b> -----	<b>52</b>
Article 8 – Fourniture - installation de la pompe à motricité humaine-----	52
Article 9 : Transport, livraison et pose de la pompe-----	52
Article 10 : Cahier des charges des formations-----	53
Article 11 : Contenu de la Caisse à Outils-----	54
Article 12 : Condition de réception provisoire-----	54
Article 13 : Conditions de réception définitive. -----	54

## **CHAPITRE I – GENERALITES**

### **Article 1- Objet.**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est relatif aux **travaux de construction de deux forages équipés de PMH à Lambo et Tombi.**

### **Article 2 - Choix technique.**

Le contexte géologique des régions concernées étant constitué soit d'un socle (volcanique, ou cristallin) surmonté d'une altération, l'exploitation des eaux souterraines par forage nécessite l'usage des machines mixtes (MFT – Rotary) robustes et bien adaptées aux conditions des pistes rurales. Les conditions hydrogéologiques sont telles que le fonçage par usage d'équipement mixte s'impose pour faire face à toutes les éventualités. Les forages permettent de capter les arrivées d'eau profondes (dans le socle), offrant ainsi une meilleure protection contre les pollutions superficielles.

Le forage est implanté après une étude des conditions hydrogéologiques du site, un examen des photographies aériennes et une reconnaissance par prospection géophysique et électrique (trainés et sondages électriques). On veillera donc à ce que les formations superficielles soient convenablement isolées de façon à éviter la propagation des pollutions agressives

La super structure sera de type classique : dallage muni d'une pente douce (1 %) pour évacuation régulière des eaux de rejet au canal et ensuite au puits perdu, un enclos en agglomérés de ciment 15x20x40 muni d'un portillon métallique.

Le forage sera équipé d'une pompe à motricité humaine agréée par le MINEE. Les corps de pompe et les dispositifs d'exhaure devront être constitués de matériaux inoxydables et résistants à l'eau agressive, muni d'un dispositif de sécurité pour empêcher la pompe de tomber au fond du forage en cas de panne.

## **CHAPITRE II - DESCRIPTION DES TACHES DU COCONTRACTANT.**

La totalité des prestations nécessaires à la réalisation sera exécutée par le cocontractant retenue à l'issue de la présente consultation. Celui-ci devra après ces actions, implanter, réaliser le forage, l'aménager et installer la pompe à motricité humaine.

## **CHAPITRE III - REALISATION DU FORAGE.**

### **Article 3- Exécution des forages.**

Le forage sera exécuté conformément aux choix techniques du présent CCTP et sera considéré comme productif (**positif**) si son débit est égal ou supérieur à 1 m<sup>3</sup>/h et l'eau potable.

#### **3.1. Organisation des chantiers de forages.**

Compte tenu des résultats acquis au cours des campagnes antérieures il est prévu une profondeur moyenne de 60 mètres car l'eau des nappes captées à des profondeurs superficielles (**moins de 40 mètres**) présente généralement des unités de turbidité et de couleur élevés.

La réussite sur la réalisation des forages repose sur la parfaite coordination des différentes actions du cocontractant (fourniture et installation des pompes, réalisation des aménagements). Cette coordination nécessaire impose le respect strict du calendrier d'exécution du forage autour duquel sont calés les calendriers des autres actions.

Les prestations de forage seront conduites sur le terrain par un superviseur parfaitement qualifié en forage et organisation.

#### **3.2. Horaires de travail.**

Les conditions générales de travail fixées par la réglementation Camerounaise sont applicables au personnel du chantier du cocontractant. Le travail de nuit est proscrit, sauf dérogation contraire et exceptionnelle.

#### **3.3. Matériel d'exécution.**

##### **3.3.1 Conception générale du matériel.**

Le choix des matériels relève de la responsabilité du cocontractant. La conception générale des ateliers de forages et de l'ensemble du matériel devra être adaptée aux conditions locales d'utilisation, à l'état des voies et des accès, au rythme d'exécution défini précédemment.

### 3.3.2 État du matériel.

Le calendrier d'exécution exige que le cocontractant soit en possession des ateliers requis pour l'exécution de ce projet, dès la notification du Marché correspondant. Les numéros de série, l'âge et l'origine de la sondeuse seront obligatoirement précisés dans l'offre. En tout état de cause, le matériel proposé devra être en parfait état de fonctionnement.

### 3.3.3 Description et spécialisation du matériel.

Les ateliers mis en œuvre répondront aux prescriptions et spécifications suivantes :

#### Sondeuse(s).

Appareil rotary conventionnel fonctionnant à l'air, à l'eau, à la mousse ou à la boue, spécialement adapté à l'utilisation du marteau fond-de-trou, équipé d'un dispositif de tubage à l'avancement ou permettant l'emploi de tubage de travail en acier ou PVC. Il permet de forer indifféremment les terrains tendres et les terrains durs.

La capacité de l'atelier doit être d'au moins 100 mètres :

- en 12" ¼ au rotary à la boue ;
- en 165 mm au marteau fond-de-trou.

#### Autres équipements.

Dans le cas d'un développement du forage par une équipe indépendante de l'atelier de forage, cette équipe sera dotée d'un compresseur d'au moins 5m<sup>3</sup>/mn à 7 bars.

Les essais de pompage seront réalisées à l'aide de pompes électriques immergées d'un diamètre inférieur à 110mm, capables de fournir des débits de 10m<sup>3</sup>/h à 30 mètres de profondeur et de 6m<sup>3</sup>/h à 80 mètres.

Chaque atelier de travail et la base de prestations seront équipés d'un poste émetteur-récepteur.

### 3.3.4 Visite de conformité.

Une visite de conformité des matériels sera faite contradictoirement au début des prestations, dans le but de vérifier :

- la conformité avec les matériels proposés dans l'offre ;
- la comptabilité entre les capacités de ce matériel, les prescriptions du CCTP et les délais d'exécution.

La prononciation de cette conformité par procès-verbal ne libère en rien le cocontractant de ses engagements.

## 3.4. Description des forages.

### Schéma à respecter.

Le forage devra être réalisé conformément aux schémas types présentés en annexe.

#### 3.4.1. Mode d'exécution du forage.

Le choix des méthodes et des matériels à mettre en œuvre ainsi que celui des diamètres exacts des forages resteront à l'initiative du cocontractant et sous l'approbation de l'Ingénieur du Marché.

Les spécifications ci-dessous sont avancées à titre indicatif. Toutefois, il est précisé que :

- Implantation géophysique ; le cocontractant doit faire une campagne d'implantation des sites sous le contrôle de l'Ingénieur du Marché et soumettre à l'approbation du Chef Service du marché.
- sauf dérogation exceptionnelle, le fonçage au marteau fond-de-trou dans le socle ne pourra pas s'effectuer sans la pose d'un tubage provisoire en PVC ou en acier, au droit des formations d'altération ;
- la traversée de niveaux non consolidés dans les altérations du socle pourra nécessiter une injection de mousse ou l'emploi de boue. Les produits utilisés seront d'une composition propre à ne pas colmater les couches productives et devront être biodégradables. Toutefois, dans le cas de perte de circulation dans les zones stériles de surface, et seulement dans ces zones, le cocontractant pourra utiliser des boues bentoniques.
- Le choix des méthodes et des matériels est précisé à l'offre du cocontractant.

#### Prise d'échantillons.

Au cours du fonçage, les cuttings seront prélevés à chaque changement de terrain ou au moins tous les un (01) mètres.

Les échantillons seront gardés au chantier dans les sacs en plastique numérotés, à la disposition du représentant de l'Administration, qui décidera de leur conservation ou non.

### 3.4.2 Caractéristiques des ouvrages.

Les principales caractéristiques des ouvrages sont résumées ci-après :

#### Forages dans le socle :

- Foration des altérites au rotary en 12"5/14 minimum jusqu'au toit du socle ;
- Mise en place d'une colonne de travail provisoire en PVC 175/195 ou en acier ;
- Poursuite du forage dans le socle au marteau fond-de-trou, en 165 mm de diamètre ;

Jusqu'à une profondeur totale maximale du forage de 100 mètres ;

- Mise en place d'une colonne de captage PVC de 112/125 mm ;
- Mise en place d'un massif filtrant de gravier calibré ;
- Mise en place d'un bouchon d'argile ;
- Extraction de la colonne de travail ;
- Cimentation en tête sur 5m minimum.

#### Forages dans les formations sédimentaires :

- Foration au rotary à la boue en 12"1/4,  
Colonne de captage de 112/125mm muni de crépines au droit des niveaux les plus productifs, sur une hauteur totale de 12 à 24m (moyenne 20m), sabot de pied de 1m a la base ;
- Mise en place d'un massif de gravier jusqu'à 2m du toit du rocher ;
- Mise en place d'un laitier de béton au-dessus du massif filtrant jusqu'à la rase du terrain naturel ;
- Mise en place d'un bouchon d'argile ;
- Cimentation en tête sur 5m minimum.

### 3.5 Equipement du forage

Le forage jugé exploitable c'est-à-dire ayant un débit supérieur ou égal à 1m<sup>3</sup>/h à l'air lift sera équipé aussitôt après la fonçage.

Dans tous les cas, le forage productif sera équipé sur toute la hauteur d'une colonne de captage en PVC de diamètre 110/125 mm, dont les caractéristiques sont spécifiées plus loin.

La disposition concrète des tubes plein et tubes crépines et les profondeurs respectives dépendent des venues d'eau rencontrées et sera décidé avec l'Ingénieur de suivi sur le terrain.

La colonne sera munie de crépines au droit des venues d'eau par des éléments de 3 à 6 mètres. La base de la colonne sera obturée par un sabot de pied.

L'espace annulaire entre terrain et colonne sera gravillonné sur la hauteur de la colonne jusqu'à au moins 2m du toit du rocher et ledit gravier sera désinfecté avant l'analyse des échantillons d'eau prélevés à chaque forage.

La granulométrie du gravier sera de 1-3 mm. Le gravier sera constitué par un matériau quartzueux propre, roulé. Au sommet du filtre de gravier, un laitier de béton de 5 mètre de hauteur minimum sera mise en place pour éviter la contamination du forage avec les eaux de surface. Pour les zones jugées à risque, le laitier devra surmonter le filtre de gravier jusqu'à la rase du terrain.

Au-dessus du laitier de béton, l'espace restant entre le tubage et les parois du forage sera comblé par du tout-venant, dans la mesure où celui-ci constitue un matériau de remplissage adéquat.

Le tubage dépassera la surface du socle de (TN) 0,50m. Il sera momentanément fermé par un bouchon vissé.

### 3.6 Développement.

Le Développement se fera à l'air lift double tube, par atelier de forage ou par une unité indépendante

Le débit obtenu de développement ne devra pas être inférieur de plus de 10% du débit obtenu en fin de fonçage.

Le développement se poursuivi jusqu'à obtention d'une eau claire, sans particule sableuse ou argileuse. Le cocontractant devra contrôler la teneur en sable, par la méthode de la tache de sable observée dans un seau de 10 litres et dont le diamètre ne devra pas excéder 1cm en fin de développement.

La précision exigées pour toutes les mesures (y compris lors des essais de pompage) sera de

- 10% pour les débits,
- 1cm pour les niveaux d'eau,
- 5cm pour les mesures de profondeur

### 3.7. Essais de débit-superstructures-désinfection et analyses d'eau

#### 3.7.1 Superstructure.

Le cocontractant aura à réaliser les superstructures suivantes :

- un socle support de pompe en béton armé (0,50 m x 0,50 m) surélevé de 15 cm au-dessus de la dalle.
- Une dalle de béton (3m x 3m minimum) autour de ce socle, surélevée au-dessus du sol et légèrement pente.
- Des rigoles périphériques de drainage des eaux de ruissellement autour du socle et de la dalle, aboutissant à un canal d'évacuation vers les puits perdu (voir ci-après), en béton et d'une longueur comprise entre 3 et 8 mètres ; auront une hauteur de 30 cm pour les protéger des animaux.
- Une largeur de 1 mètre à la périphérie, constitué de gravier latéritique sur 10 cm d'épaisseur.
- Des rigoles périphériques de drainage des eaux de ruissellement autour du socle et de la dalle, aboutissant à un canal d'évacuation vers les puits perdu (voir ci-après), en béton et d'une longueur comprise entre 3 et 8 mètres ;
- Un puits perdu constitué d'une fosse, de 2 m de profondeur et de 1 m de diamètre (rempli de blocs transportés et posés par le cocontractant) ;
- Une clôture de protection (mur carré en armature bétonné + parpaing de 04 mètres de côté et de 01 mètre de hauteur), en agglos creux muni d'un portillon métallique, sera construite.

Un schéma de principe sera fourni à titre indicatif. Les superstructures doivent être réalisées sur la base des plans détaillés, adaptés au type de pompe qui sera retenu. Le soumissionnaire devra inclure ces plans détaillés dans son offre. Le béton devra être dosé à 350kg de ciment par m<sup>3</sup> et sa résistance attendu à 28jours sera de 28kN/ cm<sup>2</sup>.

Le dispositif sera complet par des aménagements et comprendra :

- réalisation d'une clôture autour de l'aire de puisage ;
- creusement d'un puits perdu constitué d'une fosse, de 2m de profondeur et de 1 m de diamètre (rempli de blocs transportés et posés par le cocontractant).

Après la réalisation du socle, une plaque métallique sera boulonnée sur le cadre du support de pompe afin de fermer provisoirement le forage en attendant la pose de la pompe.

#### 3.7.2 Branding

Pour chaque forage, un mur de protection, en agglos de 15x20x40, entrecroisés aux angles lors de la pose et enduit au mortier de ciment, puis revêtu d'une couche peinture à eau.

Ce mur de 4 m x 4m et de hauteur comprise de un (01) m sera muni d'un portillon métallique, avec crochet destiné au port du cadenas de sécurité.

#### 3.7.3 Analyses d'eau.

Avant l'équipement du forage, le cocontractant effectuera sur le site l'analyse de l'eau du forage sur les paramètres physicochimiques et bactériologiques de l'eau, qu'il faut soumettre à l'approbation de l'Ingénieur du Marché.

A la fin du développement, le cocontractant procédera à la désinfection du forage avec une solution chlorée (hypochlorite du calcium ou équivalent). Cette solution restera dans le forage pendant un temps assez long et ne sera évacuée qu'avec le pompage.

#### Chloration définitive.

Avant l'installation de la pompe, le forage sera désinfecté de nouveau avec une solution de chlore. Un pompage d'environ 1 à 2 heures permettra de sortir le chlore et de livrer l'ouvrage avec une eau de qualité. Cette seconde désinfection sera faite plus légère après la pose de la pompe, dans le forage et sa fermeture finale, à la fin d'essai de débit.

Les analyses et les désinfections des forages seront faites in situ en présence de l'Ingénieur de contrôle en conformité avec les clauses techniques particulières. Les mesures in situ de pH, conductivité, température, fer, chlorures, sulfates et nitrates se feront en présence de l'Ingénieur de Contrôle. **L'entreprise doit disposer des trousse d'analyses adéquates.**

Pour des analyses en laboratoire, les échantillons d'eau prélevés dans les forages productifs seront récoltés dans les bouteilles ou flacons stériles sous la supervision de l'Ingénieur de contrôle et conservés dans les glacières à une température de 3 à 4°C pendant au maximum 48heures.

Les bouteilles de 1,5l seront étiquetées et indiqueront le lieu, la date et l'heure de prélèvement. Ces échantillons seront amenés dans un laboratoire d'analyse agréé en accord avec la maîtrise d'œuvre Exemple. Centre Pasteur etc. L'analyse physicochimique et bactériologique de chaque échantillon d'eau sera effectuée et les coûts y afférents supportés par le cocontractant. Ces résultats devront être soumis à l'approbation de l'Ingénieur du Marché.

### **3.8. Contrôle des prestations de forage.**

#### **3.8.1 Cahier de chantier.**

Afin de permettre un suivi efficace des prestations, le cocontractant tiendra auprès de l'atelier un cahier de chantier dont les pages visés par le cahier de service du marché, sur lequel seront reportés tous les renseignements relatifs aux prestations.

Ce cahier permettra au contrôleur, dès son arrivée sur le chantier, de connaître exactement l'état d'avancement du forage. Ce cahier de chantier doit être disponible à tout moment aux contrôles réservés à l'Ingénieur du Marché et l'Ingénieur de suivi.

Ce cahier sera tenu par un 'pointeur', salarié à la charge du cocontractant et dont l'unique tâche sur le chantier consistera à enregistrer toutes les actions menées au jour le jour. Le pointeur tiendra le cahier de chantier constamment à jour, au fur et à mesure du déroulement des opérations.

Sur le cahier de chantier seront notés par le pointeur tous les renseignements ci-après :

- Nom du site ;
- Date et heure d'arrivée et de départ de la sondeuse ;
- Heure de mise en place et heure de début du fonçage ;
- Temps du fonçage tige par tige ;
- Diamètre et technique utilisée tige par tige ;
- Profondeur atteinte par chaque tige ;
- Nature des terrains traversés 'coupe sondeur ;
- Profondeur du tubage provisoire, durée de mise en place et de retrait ;
- Composition de l'équipement du forage : longueur de tubes pleins, crépines, volume de gravier, niveau du joint d'argile, hauteur de cimentation ;
- Durée et débit des pompages, limpidité et niveaux de l'eau selon les indications du représentant de l'Ingénieur du Marché lors des opérations de développement et d'essais de débit ;
- D'une façon générale, tous détails techniques, incidents, pannes, difficultés propres au déroulement des prestations, avec indication des heures où ils se sont produits.

Le cahier de chantier sera signé par le représentant de l'Administration et celui du cocontractant, et servira de base à l'établissement des attachements.

Les remarques et réserves du cocontractant et/ou de l'Administration seront portées sur le cahier de chantier.

#### **3.8.2. Contrôle et surveillance.**

Le contrôle et la surveillance des prestations sont assurés par l'Ingénieur du marché portant sur les points suivants :

- Définition du programme des prestations et de son ordre d'exécution en accord avec le Cocontractant ;
- Implantation des ouvrages ;
- Indications prévisionnelles sur la géologie et sur la profondeur à atteindre pour chaque forage ;
- Décisions sur la poursuite ou l'arrêt des forages, leur équipement ou leur abandon ;
- Plan d'équipement du forage, défini avec le chef foreur, en fonction du débit ;
- Surveillance et interprétation du développement et des essais de pompage ;
- Choix de la configuration des superstructures selon la topographie ;
- Surveillance de la pose des pompes et de la formation des mécaniciens réparateurs locaux ;
- Surveillance des analyses relatives à la qualité de l'eau.

### **3.9 Provenance et qualité des matériaux.**

#### **3.9.1 Caractéristiques des tubages.**

Les tubages seront en PVC rigide (qualité forage). Les diamètres seront de 112/125 mm pour la colonne de captage. L'origine et la qualité des tubages devront être soumises à approbation.

Ils seront en éléments lisses avec visse sur la demi - épaisseur. Le filetage sera robuste, rond ou carré et n'aura pas d'excentricité de façon à ce que la manutention des tubages puisse se faire sans problème jusqu'à des profondeurs de 100m.

Les tubages devront présenter toutes garanties de résistance aux efforts de cisaillement, d'écrasement ou détorsion au cours de leur mise en place et durant l'utilisation des ouvrages. Le PVC aura la qualité alimentaire et ne possèdera pas d'éléments susceptibles de se dissoudre dans l'eau ou de modifier sa potabilité.

La réalisation des crépines sera faite mécaniquement en usine. Les fentes auront moins d'un (01) mm d'ouverture. Le pourcentage d'ouverture ne sera au moins égal à 2% de la surface totale du PVC.

#### **3.9.2. Ciment.**

Le ciment à utiliser sera du ciment Portland Artificiel CPA 32.5 ou équivalent. Il devra être livré en sacs de 50kg à l'exclusion de tout emballage. Tout sac présentant des grumeaux sera refusé. Les récupérations de poussières de ciment seront interdites.

#### **3.9.3 Gravier.**

Le gravier introduit dans l'espace annulaire des forages sera du gravier propre de quartz rond et calibré de diamètre (1-3mm).

### **3.10 : Dossier technique.**

Avant le démarrage des travaux, le cocontractant devra préalablement soumettre à l'Ingénieur du Marché les études géophysiques pour validation.

A la fin de chaque forage, il sera établi un rapport technique informatisé par le cocontractant et transmis au Chef Service de marché pour validation et archivage. Le dossier technique complet de forage comporte :

- La coupe technique de forage comprennent la coupe géologique des terrains traversés, le plan d'équipement, les côtes et profondeurs diverses, le débit de fin de fonçage et air lift etc ;
- Le rapport des essais de pompage indiquant la côte de pose de la pompe et la qualité de l'eau : caractéristiques physico-chimiques et bactériologiques relevées ;
- la fiche d'analyse de la qualité de l'eau dans un laboratoire agréé: caractéristiques physico-chimiques et bactériologiques relevées ;
- le rapport de formation des artisans réparateurs ;
- le rapport et autres documents (statut, règlement intérieur, certification du comité de gestion du forage).

### **Article 4 : Conditions de réception provisoire des ouvrages.**

Les réceptions provisoires seront prononcées au vu des résultats des essais de pompage, du fonctionnement de l'ouvrage et de l'analyse physico-chimiques et bactériologiques de l'eau.

Les réceptions provisoires seront notifiées au cocontractant par le représentant de l'administration chargé du contrôle et feront objet d'un procès-verbal.

### **Article 5: Conditions de réception définitives.**

Les réceptions définitives seront prononcées à l'expiration du délai de garantie, de 12 mois après la réception provisoire. Il ne sera pas procédé à des essais de pompage particuliers pour la réception définitive, mais à un test de l'équipement d'exploitation en place et à une enquête auprès des utilisateurs de l'ouvrage, pour s'assurer de son bon fonctionnement au cours des mois écoulés.

Si des conditions inférieures à celles de la réception provisoires étaient constatées du fait d'une malfaçon dans l'équipement, le cocontractant serait dans l'obligation de rétablir les caractéristiques initiales à ses frais quelle que soit la durée des prestations nécessaires.

#### **Article 6 : Garantie des prestations.**

Le cocontractant s'engage à exécuter avec le matériel qu'il propose, toutes les prestations dans les règles de l'art.

Les obligations du cocontractant pendant la période de garantie consistent à changer, ou réparer les pièces défectueuses ou celles qui ont été endommagées suite à un défaut de fabrication.

En cas d'accident entraînant l'abandon du forage, le cocontractant pourra, sauf conditions géologiques anormales, être astreint à recommencer un second forage au voisinage du premier et n'aura droit à aucune rémunération pour le forage abandonné.

#### **Article 7 – Exécution des ouvrages.**

##### **. Dispositions générales.**

##### **a) Moyens mis en œuvre**

Le soumissionnaire est tenu de décrire les moyens en personnels et matériels qui seront mis en place pour effectuer les prestations.

Le Cocontractant à sa charge doit fournir tout le personnel, matériel, accessoires, carburant, moyens de transport du matériel et du personnel, moyens de liaison, etc. nécessaires à la bonne exécution des prestations dans les délais prescrits.

A cet effet, le soumissionnaire remettra avec son offre les curriculum vitae du personnel qu'il propose ainsi que le chronogramme correspondant aux activités.

Il s'engage à assurer, pendant toute la durée de la campagne de réalisation des infrastructures et d'installation des équipements, la présence permanente et continue de techniciens qualifiés.

##### **b) Réunion de chantier et réunion de coordination**

Les réunions de coordination du chantier pendant lesquelles, le programme d'avancement des activités sera examiné et sanctionnées par un procès-verbal établi à l'issue de chaque réunion, visés par tous les participants.

### **CHAPITRE IV – FOURNITURE ET INSTALLATION DE LA POMPE**

#### **Article 8 – Fourniture - installation de la pompe à motricité humaine**

##### **Caractéristiques des pompes à motricité humaine.**

Le choix de la pompe à motricité humaine devra tenir compte de la politique gouvernementale de standardisation des équipements hydrauliques en vigueur au Cameroun et adaptées à la zone du projet.

Tenant compte du parc des pompes de la Région pour faciliter plus tard la maintenance et l'entretien, il est recommandé les Pompe INDIA MARK II.

##### **8.1 Diamètre.**

Les forages seront équipés de tubes PVC dont le diamètre intérieur utilisable sera 112/125 mm au minimum.

##### **8.2 Débit.**

Le modèle de pompe proposé devra pouvoir fonctionner sans demander de gros efforts pour des profondeurs d'utilisation de l'ordre de 60 m et des niveaux dynamiques de profondeur équivalente.

Le débit en rythme normal d'exploitation pour les pompes à motricité humaine devra être au minimum de 1,2 m<sup>3</sup>/h à 25m et 0.7 m<sup>3</sup>/h à 60m.

### **8.3 Résistance à la corrosion.**

L'ensemble des éléments constitutifs des pompes devra résister à la corrosion de l'eau et de l'air. A ce sujet que le cocontractant fournisse une documentation sur les tests de contrôle effectués en usine sur le matériel fourni ou équivalent à celui qui sera fourni. Le cocontractant joindra à sa soumission la liste des pièces en contact avec l'eau et précisera le matériel constitutif et le procédé anticorrosion de ces pièces.

### **8.4 Embase.**

La fourniture de la pompe à motricité humaine devra inclure aussi :

- la fourniture des embases de fixation de la pompe sur le socle : treillis métallique soudé avec boulons, goujons, écrous et rondelles de fixation ;
- la fourniture de joints d'étanchéité.

Les embases fournies doivent comporter des plaques de fermeture qui seront mises en place en attendant la pose de la pompe.

### **8.5 Entretien courant.**

Le fournisseur remplira un tableau décrivant la nature des opérations d'entretien courant avec comme renseignements pour chacune d'elles :

- la périodicité ;
- les pièces concernées ;
- le coût des pièces vendues dans le pays ;
- l'outillage nécessaire.

### **8.6 Réparation.**

Le fournisseur précisera pour les réparations les plus fréquentes la nature de l'intervention et sa périodicité.

### **8.7 Pièces détachées.**

Les pièces détachées devront, dès le début de la campagne de prestations, être disponibles dans les différents points de vente ainsi que cela est défini dans le présent CCTP.

### **8.8 Mise en place du dispositif de maintenance.**

La pompe à motricité humaine sera incorporée dans le réseau de maintenance existant dans la région.

## **Article 9 : Transport, livraison et pose de la pompe**

Le cocontractant devra assurer le transport et l'installation de la pompe sur le site.

L'équipe de forage aura la responsabilité d'assurer la construction des socles et de fixer les embases nécessaires à la fixation des pompes. Les embases fournies devront comporter des plaques de fermeture.

Dans sa soumission, le cocontractant fournira les plans côtés des embases.

La pose de la pompe interviendra, pour le forage immédiatement avant la réception provisoire de celui-ci.

## **Article 10 : Cahier des charges des formations**

### **a) Formation du comité de gestion (le cas échéant)**

- La formation devra se faire sous la conduite de la commune de Gari Gombo.
- Pour ce qui est de la formation des membres du comité de gestion, les modules de formations aborderont les thématiques suivantes :
- Rôle de chaque membre ;
- Fonctionnement du comité ;
- Règlement du service ;

- Rapport avec les usagers ;
- Rapport avec les agents de maintenance;
- Rapport avec la commune ;
- Disposition de santé publique ;
- Production d'eau : Qualité-quantité-pression ;
- Le rationnement ;

**b) Formation des agents de maintenance**

- Entretien et réparation ;
- Rapport avec les responsables du Lycée Bilingue ,
- Rapport avec la commune ;
- Connaissance du réseau ;
- La connaissance des modes de défaillances du forage;
- Désinfection du forage.

**Article 11 : Contenu de la Caisse à Outils**

La Caisse à Outils sera constituée des pièces suivantes :

N° d'ordre	Item	Quantité
1	Clé à griffes 24	02
2	Cadenas	02
3	Clé 17	02
4	Clé 19	02
5	Rouleau de téflon	01
6	Pince universelle	01
7	Caisse à outils proprement dite	01
8	Chaîne	01

**Article 12 : Condition de réception provisoire**

La réception provisoire sera prononcée au vu des résultats et des constatations qui seront faites sur le terrain, sauf réserves faites par l'entrepreneur dans le cahier de chantier.

La réception provisoire sera notifiée à l'entrepreneur par le Maître d'ouvrage après sa demande ; elle fera l'objet d'un procès-verbal.

Une réception technique aura lieu auparavant avec l'Ingénieur.

**Article 13: Conditions de réception définitive.**

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie de 12 mois après la réception provisoire. Il ne sera pas procédé à des essais de pompage particuliers pour la réception définitive, mais à un test de l'équipement d'exploitation en place et à une enquête auprès des utilisateurs de l'ouvrage, pour s'assurer de son bon fonctionnement au cours des mois écoulés.

Si des conditions inférieures à celles de la réception provisoire étaient constatées du fait d'une malfaçon dans l'équipement, le cocontractant serait dans l'obligation de rétablir les caractéristiques initiales à ses frais quelle que soit la durée des prestations nécessaires.

**Pièce n°6 : BORDERAU DES PRIX UNITAIRES**

D'UN

**A) BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES DE 04 FORAGES EQUIPES DE PMH**

Prix	Désignation des ouvrages	Unité	chiffre	Lettre
100	Installation de chantier			
101	Etudes géophysiques	FF		
102	Installation de chantier: Amenée et replis	FF		
	Sous total Installation de chantier			
200	Construction de forage			
201	Fonçage au rotary de 250/165 mm diam 9"7/8 ou 12"1/4	ML		
202	Mise en place tubage de protection provisoire et retrait après forage	ML		
203	Foration du socle au marteau fonds de trou en 6"1/2	ML		
204	Equipement forage en PVC crépine de 125/112 mm	U		
205	Fourniture et équipement forage en PVC plein diam 125/112mm	ML		
206	Fourniture et mis en place d'un massif filtrant en gravier calibré	U		
207	Cimentation de tête de forage (2m)	U		
	Sous total Construction de forage			
300	Développement et essai de pompage			
301	Développement du forage à l'air lift y compris toutes suggestions	FF		
302	Essais de pompage par pallier	FF		
	Sous total Développement et essai de pompage			
400	Aménagements de surface			
401	Réalisation de la margelle avec anti bourbier et aire de puisage	U		
402	Assainissement Puisard de 1 x 1 x 1 m	U		
403	Réalisation du mur de clôture de 3.5 m x 3,5 m et de 1,5 m de hauteur en parpaings munie d'une grille avec cadenas pour assurer la protection de l'ouvrage ainsi que la pose d'une plaque signalétique	U		
	Sous total Aménagements de surface			
500	Fourniture et pose de la pompe			
501	Fourniture et pose de la pompe à motricité humaine	U		
502	Caisse à outils compartimentés	U		
	Sous total Fourniture et pose de la pompe			
600	Mise en service des ouvrages			
601	Traitement et désinfection du forage	U		
602	Analyse chimique et bactériologique	U		
603	Animation et Formation de l'équipe locale pour entretien	U		
	Sous total Mise en service des ouvrages			
	<b>TOTAL HT (01 forage)</b>			
	<b>TOTAL HT (02 forages)</b>			
	<b>TVA (19,25%)</b>			
	<b>IR (2,2%)</b>			
	<b>TOTAL TTC</b>			
	<b>NET A MANDATER</b>			

**PIECE N° 7: CADRE DU DETAIL QUANTITATIF  
ET ESTIMATIF**

C.H.A.T.O.U.E

A) DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF DE 04 FORAGES EQUIPES DE PMH

Prix	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P. U	P.T
100	Installation de chantier				
101	Etudes géophysiques	FF	1		
102	Installation de chantier: Amenée et replis	FF	1		
	Sous total Installation de chantier				
<b>200</b>	<b>Construction de forage</b>				
201	Fonçage au rotary de 250/165 mm diam 9"7/8 ou 12"1/4	ML	15		
202	Mise en place tubage de protection provisoire et retrait après forage	ML	15		
203	Foration du socle au marteau fonds de trou en 6"1/2	ML	45		
204	Equipement forage en PVC crépine de 125/112 mm	U	6		
205	Fourniture et équipement forage en PVC plein diam 125/112mm	ML	48		
206	Fourniture et mis en place d'un massif filtrant en gravier calibré	U	10		
207	Cimentation de tête de forage (2m)	U	2		
	Sous total Construction de forage				
<b>300</b>	<b>Développement et essai de pompage</b>				
301	Développement du forage à l'air lift y compris toutes suggestions	FF	1		
302	Essais de pompage par pallier	FF	1		
	Sous total Développement et essai de pompage				
<b>400</b>	<b>Aménagements de surface</b>				
401	Réalisation de la margelle avec anti bourbier et aire de puisage	U	1		
402	Assainissement Puisard de 1 x 1 x 1 m	U	1		
403	Réalisation du mur de clôture de 3,5 m x 3,5 m et de 1,5 m de hauteur en parpaings munie d'une grille avec cadenas pour assurer la protection de l'ouvrage ainsi que la pose d'une plaque signalétique	U	1		
	Sous total Aménagements de surface				
<b>500</b>	<b>Fourniture et pose de la pompe</b>				
501	Fourniture et pose de la pompe à motricité humaine	U	1		
502	Caisse à outils compartimentés	U	1		
	Sous total Fourniture et pose de la pompe				
<b>600</b>	<b>Mise en service des ouvrages</b>				
601	Traitement et désinfection du forage	U	2		
602	Analyse chimique et bactériologique	U	2		
603	Animation et Formation de l'équipe locale pour entretien	U	2		
	Sous total Mise en service des ouvrages				
	<b>TOTAL HT (01 forage)</b>				
	<b>TOTAL HT (02 forages)</b>				
	<b>TVA (19,25%)</b>				
	<b>IR (2,2%)</b>				
	<b>TOTAL TTC</b>				
	<b>NET A MANDATER</b>				

**Pièce n°8 : SOUS-DETAIL DES PRIX**

Tableau de sous détail des prix

N° PRIX	DESIGNATION			
	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée activité
Main d'œuvre	CATEGORIE	Salaire journalier	Jours facturés	Montant
	TOTAL A			
Matériel et Engins	TYPE	Taux journalier	Jours facturés	Montant
	TOTAL B			
Matériaux et Divers	TYPE	Prix unitaires	Consommation	Montant
	TOTAL C			
D	TOTAL COUT DIRECT A + B +C			
E	Frais généraux de chantier		=D * %	
F	Frais de siège		=D * %	
G	Coût de revient		=D +E +F	
H	Risques + Bénéfices		=G * %	
P	Prix de vente hors taxes		=G +H	
V	Prix de vente unitaire		P/Qté	

**Pièce n°9 : MODELE DE LETTRE-COMMANDE**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

-----  
REGION DE L'EST  
-----  
DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET  
NGOKO  
-----  
COMMUNE DE GARI-GOMBO  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
EAST REGION  
-----  
BOUMBA AND NGOKO DIVISION  
-----  
GARI-GOMBO COUNCIL  
-----

**ETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_/LC/CGG/SG/2022**

**PASSE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

**N° \_\_\_\_\_/AONO/CGG/CIPM/2022 DU \_\_\_\_\_ 2022**

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, ARRONDISSEMENT DE GARI GOMBO, DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.**

**FINANCEMENT : (BIP) MINADER EXERCICE BUDGETAIRE 2022**

MAITRE D'OUVRAGE : LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GARI GOMBO

TITULAIRE DE LA LETTRE COMMANDE : *[indiquer le titulaire et son adresse complète]*

B.P: \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, Tel \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

N° R.C : \_\_\_\_\_ A à \_\_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_\_

OBJET DU MARCHÉ :

LIEU D'EXECUTION : *[A indiquer]*

MONTANTS EN FCFA :

	<i>En chiffres</i>	<i>En lettres</i>
TTC		
HTVA		
T.V.A. (19.25 %)		
AIR (2,2%)		
Net à mandater		

DELAI DE LIVRAISON : Trois (03) mois

FINANCEMENT : Budget d'Investissement Public MINADER 2022

Imputation :

SOUSCRIT, LE \_\_\_\_\_

SIGNEE, LE \_\_\_\_\_

NOTIFIE, LE \_\_\_\_\_

ENREGISTRE, LE \_\_\_\_\_

**Entre :**

Le Maire de la commune de Gari Gombo,

Ci-après dénommés, «L'Autorité Contractante»

**D'une part,**

**Et**

La société :

B.P: \_\_\_\_ à \_\_\_\_ Tel \_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_

N° R.C : \_\_\_\_ A à \_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_

Représentée par ..... en sa qualité de .....,  
Ci-après dénommée, «Cocontractant»

**D'autre part,**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

# SOMMAIRE

TITRE I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

TITRE II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

TITRE IV : Devis Estimatif (DE)

TITRE V : Dispositions générales relatives aux Clauses environnementales

## TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Pour assurer la protection de l'environnement, l'Entrepreneur devra se conformer aux lois de protection de l'environnement notamment :

### 1- SECURITE :

L'Entrepreneur doit mettre en place une signalisation adéquate du chantier. A cet effet, il doit veiller à la sécurité du chantier et signaler tous les travaux adéquatement.

### 2- PRODUITS ISSUS DES TRAVAUX(DECHETS) :

- Il est formellement interdit de brûler les déchets ou de mettre le feu de brousse pour prétendre effectuer une tâche quelle que soit sa nature ;
- Tous les déchets doivent être évacués en des lieux de dépôts choisis par l'Ingénieur de manière à ne pas gêner l'écoulement libre des eaux ;
- L'Entrepreneur devra enlever et évacuer les déchets au fur et à mesure ;
- Aucun déchet ne doit être jeté dans l'eau.

Toutefois, s'il s'avère nécessaire, les déchets de désherbage peuvent être brûlés dans les lieux de dépôts après l'accord de l'Ingénieur.

### 3- LUTTE CONTRE L'EROSION :

L'Entrepreneur devra éviter de déraciner les herbes et les arbustes.

### 4- SENSIBILISATION DU PERSONNEL DE L'ENTREPRISE :

L'Entrepreneur devra sensibiliser son personnel sur :

- L'importance de la protection de l'environnement ;
- Le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux.

**ATTENTION :** Le non-respect par l'Entrepreneur de ces lois de protection de l'environnement en général et des prescriptions ci-dessus en particulier lors de l'exécution des travaux l'expose à des sanctions prévues par les articles 79, 82 et 83 de la loi cadre N°96/12 du 5 août 1996.

**EN OUTRE :** Toute infraction par l'Entrepreneur à la loi N° 96/12 du 5 août 1996 notamment aux prescriptions 1 à 4 ci-dessus lors de ses travaux entraînera l'exclusion de son entreprise pour la période d'1(un) an du droit de soumissionner.

Toute infraction aux prescriptions dûment notifiée à l'Entrepreneur par l'Ingénieur doit être redressée dans les délais impartis. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses est à la charge de l'Entrepreneur.

Page ..... Et dernière de la LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_ /AONO/CGG/CIPM/2022 DU \_\_\_\_\_ 2022  
 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE  
 (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, ARRONDISSEMENT DE GARI GOMBO, DEPARTEMENT DE  
 LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.

**FINANCEMENT : (BIP) MINADER EXERCICE BUDGETAIRE 2022**

Délai d'exécution : \_\_\_\_\_

Montant du Marché en F CFA :

I.T.C	
H.T.V.A	
T.V.A (19,25 %)	
A.I.R (2,2 %)	
Net à mandater	

LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR          GARI GOMBO, le.....
SIGNATURE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE:          GARI GOMBO, le.....
Enregistrement

**Pièce n°10 : FORMULAIRES ET MODELES**

## Annexe n° 1 : Modèle de soumission

Je, soussigné ..... [indiquer le nom et la qualité du signataire]

Représentant la société, l'entreprise ou le groupement<sup>(8)</sup>

..... dont le siège social est à ..... inscrite au registre du commerce de ..... sous le n° .....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au dossier d'Appel

D'Offres y compris l'(es) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres]:

- Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer.

- Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le dossier d'appel d'offres.

- Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au dossier d'Appel d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre à

..... [en chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à ..... Francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres et lot choisi]

- M'engage à exécuter les travaux dans un délai de ..... mois

- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai ..... jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours pour les AON et 120 jours pour les AOI] à compter de la date limite de remise des offres.

- Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots):

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre de la présente Lettre-Commande en faisant donner crédit au compte n° ..... ouvert au nom de ..... auprès de la banque ..... Agence de .....

Avant signature de la présente Lettre-Commande, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à ..... le .....

Signature de .....

en qualité de .....

dûment autorisé à signer les soumissions

pour et au nom de .....

## Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que l'entreprise ..... , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du ..... pour [rappeler l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous ..... [nom et adresse de la banque], représentée par ..... [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;  
ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution de la **Lettre-Commande** par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- manque à signer ou refuse de signer la **Lettre-Commande**, alors qu'il est requis de le faire ;
- manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif de la **Lettre-Commande** (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à ..... , le .....

[signature de la banque]

### Annexe n° 3 : Modèle de cautionnement définitif

Banque : Référence de la Caution : N° .....

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse ] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que ..... [nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « l'entrepreneur », s'est engagé, en exécution de la **Lettre-Commande** désigné «la **Lettre-Commande**», à réaliser [indiquer la nature des travaux ]

Attendu qu'il est stipulé dans la **Lettre-Commande** que l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche de **Lettre-Commande** correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions de la **Lettre-Commande**, Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement,

Nous, ..... [nom et adresse de banque],

représentée par ..... [noms des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre de la **Lettre-Commande**, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de ..... [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification à la **Lettre-Commande** ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification à l'entrepreneur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation de la **Lettre-Commande**. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais.

Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à ....., le .....

[signature de la banque]

## ANNEXE N°4

### MODELE DE RETENUE DE GARANTIE

Banque : .....

Référence de la caution : N° .....

Adressée à **Monsieur Le Maire de la commune de GARI GOMBO**

Ci-dessous désigné "l'Autorité Contractante"

Attenué que..... (Nom et adresse de l'entreprise), ci-dessous désigné "l'Entrepreneur", s'est  
engagé, en exécution du Marché, à réaliser les travaux de

.....  
Attenué qu'il est stipulé dans le Marché que la retenue de garantie fixée à 10% du montant TTC du Marché peut être  
remplacée par une caution solidaire,

Attenué que nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur cette caution,

Nous,..... (Nom et adresse de banque), représentée par..... (noms des  
signataires), et ci-dessous désignée ( la banque).

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard de l'Autorité  
Contractante, au nom de l'Entrepreneur, pour un montant maximum de ..... (en chiffres et en lettres), correspondant à  
10 (dix) % du montant du Marché. <sup>(10)</sup>

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple  
demande écrite de celui-ci déclarant que l'Entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve  
débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du Marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni  
soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à 10 (dix) % du  
montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les  
raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une  
obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de  
toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter  
de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Chef Service du Marché.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par  
lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit Camerounais. Les tribunaux  
camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A....., le.....  
(Signature de la banque)

(10) Le cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du Marché.

## **Annexe n° 5 : Cadre du planning.**

### **Note sur la présentation des plannings**

Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des travaux et les ralentissements voire les interruptions dues devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des travaux devra indiquer mois par mois, les montants prévisionnels des décomptes de travaux par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variante.

ANNEXE N°6

MODELE DE DECLARATION DE L'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné, Monsieur (Madame) \_\_\_\_\_

De Nationalité \_\_\_\_\_ faisant élection de domicile à \_\_\_\_\_

BP : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_ Agissant en qualité de

\_\_\_\_\_ Au nom et pour le

compte de l'Entreprise \_\_\_\_\_ N° RC :

\_\_\_\_\_ N° Contribuable : \_\_\_\_\_

Déclare par la présente mon intention de soumissionner l'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N° \_\_\_\_\_ /AONO/CGG/CIPM/2021 DU \_\_\_\_\_ 2021**

***Pour les travaux de construction de deux forages équipés de Pompe a Motricité Humaine (PMH) dans les localités de Lambo et Tombi, Arrondissement de GARI GOMBO, Département de la Boumba et Ngoko, Région de l'Est.***

En foi de quoi la présente déclaration est établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Le Soumissionnaire ou le Mandataire**

ANNEXE N°7 : MODELE D'ATTESTATION DE VISITE DE SITE

Je soussigné \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Certifie avoir reçu Mr (Mme) \_\_\_\_\_

Représentant de l'Entreprise \_\_\_\_\_

Dans le cadre de la visite de site des travaux de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Objet de l'**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**

**N° \_\_\_\_\_ /AONO/CGG/CIPM/2022 DU \_\_\_\_\_ 2022 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX FORAGES ÉQUIPÉS DE POMPE A MOTRICITE HUMAINE (PMH) DANS LES LOCALITES DE LAMBO ET TOMBI, ARRONDISSEMENT DE GARI GOMBO, DEPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, REGION DE L'EST.**

En foi de quoi la présente attestation lui est établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

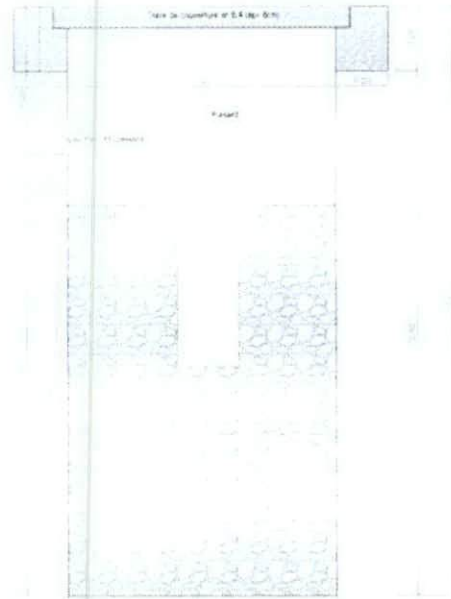
**Pièce N° 11: PLANS**

**DÉTAIL 3**  
ECH. 1/15

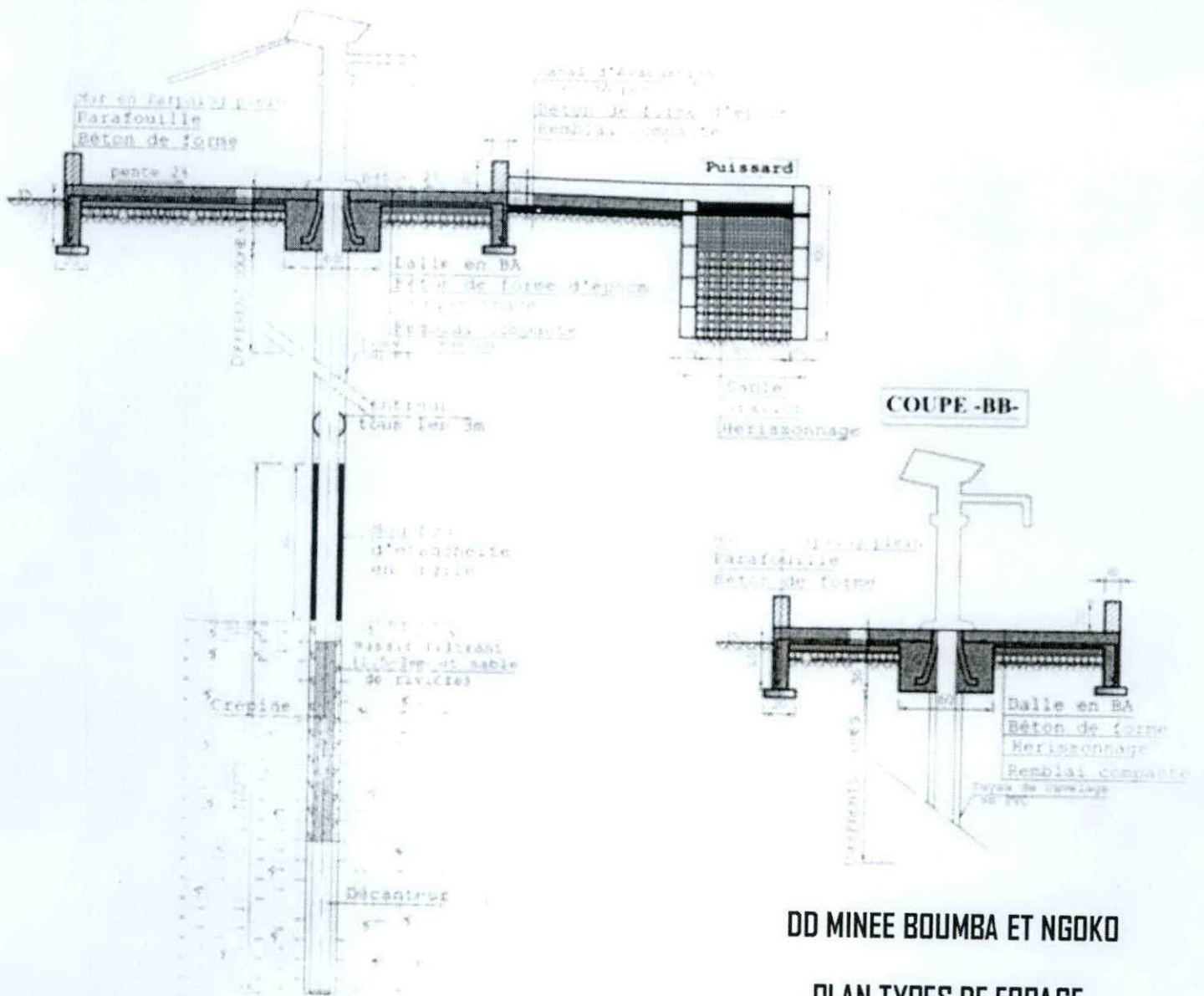
VUE EN PLAN



COUPE B-B



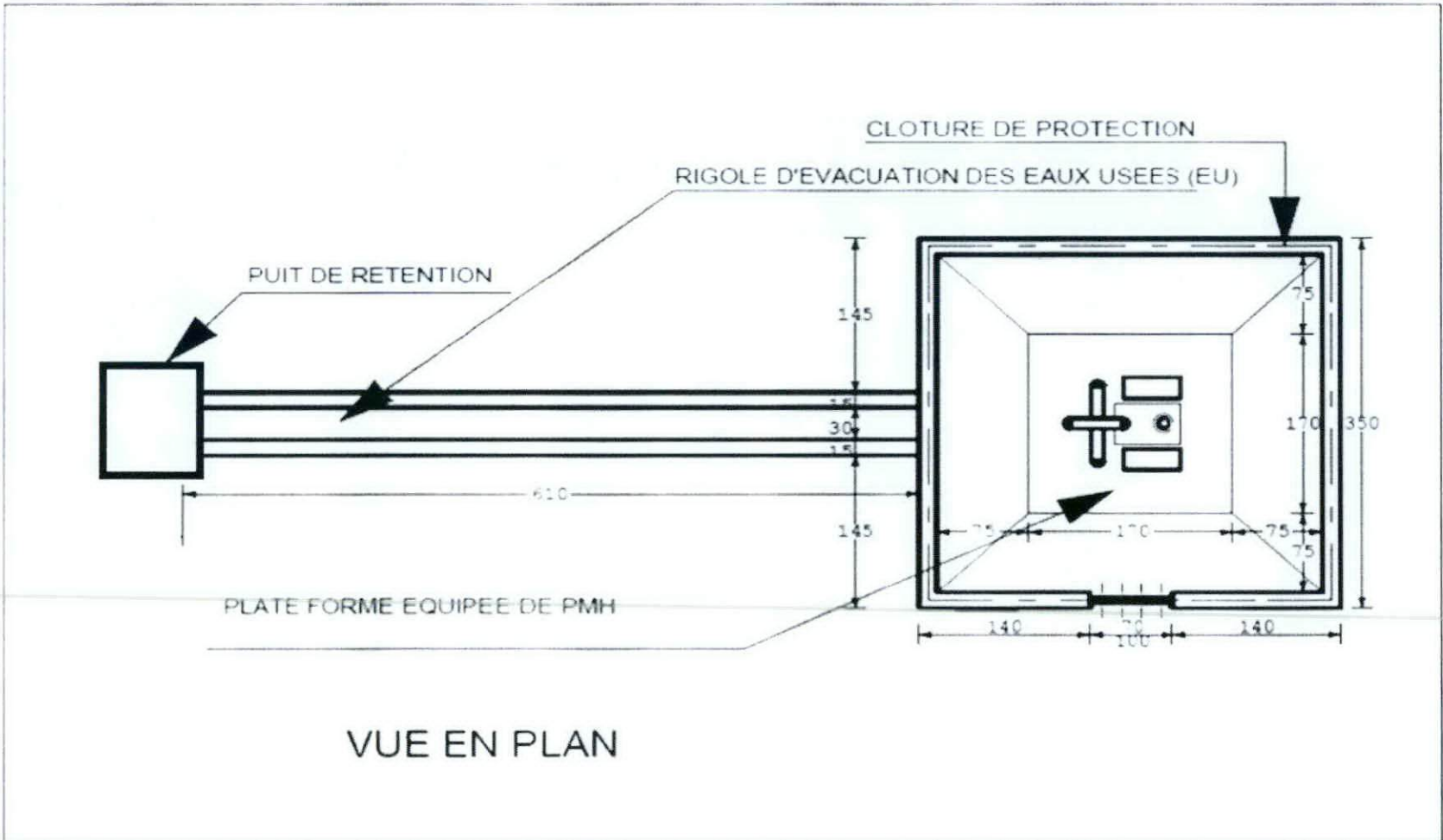
**PLAN PUIS PERDU**



## DD MINEE BOUMBA ET NGOKO

### PLAN TYPES DE FORAGE

### Vue en Plan et Coupes de Forage



**Pièce n°12 : LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE PREMIER RANG  
HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS**

La liste des établissements bancaires et organismes financiers ci-dessous, agréés par la COBAC et publiés par le Ministère chargé des Finances sont autorisés à émettre des cautions dans le cadre du présent appel d'offres. Aucun autre établissement ne sera admis dans ce cadre.

1. Afriland First Bank (First Bank)
2. Banque Atlantique Cameroun (BACM)
3. Banque Commerciale des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME)
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
5. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC)
6. Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun)
7. Citi Bank Cameroun (CITI-C)
8. Commercial Bank of Cameroon (CBC)
9. Ecobank Cameroun (ECOBANK)
10. National Financial Credit Bank (NFC-BANK)
11. Société Commerciale de Banque Cameroun (CA SCB)
12. Société Générale Cameroun (SGC)
13. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC)
14. Union Bank of Cameroon (UBC)
15. United Bank for Africa (UBA)
16. Avtiva Assurance
17. Area Assurance
18. Atlantique Assurance
19. Beneficial General Insurance SA
20. Chanas Assrance SA
21. NSIA Assurance SA
22. CPA SA
23. Pro Assurance SA
24. SAAR SA
25. Saham Assurance SA
26. Zenithe Insurance SA

**PIECE N°14: GRILLE D'ÉVALUATION**

### Grille d'évaluation des Offres Techniques

L'offre technique contenue dans l'enveloppe B sera évaluée suivant le système binaire (**oui/non**) sur la base des critères suivants :

#### \*Références de l'entreprise

##### - Chiffre d'affaires moyen sur patente pour les trois dernières années

Il permet d'apprécier les flux financiers du soumissionnaire. On tiendra compte de la valeur de la patente, et du chiffre d'affaires réalisé.

Pour le CA (patente), la notation sera la suivante :

N°		oui	non
1	Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de construction sur les trois (03) dernières années $\geq$ 30 millions		

##### • Situation financière

N°		Oui	Non
2	Capacité financière supérieure à 60% du montant de la soumission		

##### • références dans le domaine de l'hydraulique

L'Entreprise doit avoir réalisé au cours des trois dernières années les travaux dans le domaine de l'hydraulique des projets d'un coût minimum de francs CFA d'au moins 100 millions francs CFA (montant cumulé).

N°		Oui	Non
3	Expérience dans les marchés des travaux hydrauliques à titre d'entrepreneur, de sous-traitant dans au moins cinq (05) marchés au cours des cinq (05) dernières années, exécutés de manière satisfaisante (au moins PV de réception provisoire), Plus de trois marchés d'une valeur minimale de 30 millions de francs CFA	Oui	Non
		Oui	Non
4	Pour les marchés référenciés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés pendant la période ci-dessus, une expérience dans les principales activités suivantes :		
		• réalisation des forages ou d'AEP, aménagement de sources,	oui
	• réhabilitation des forages ou d'AEP	oui	Non

Toutefois, pour être prise en compte, chaque référence citée devra avoir concomitamment un marché (1<sup>ère</sup> page et page des signatures) et un document de bonne fin d'exécution ou PV de réception provisoire ou définitive. Seuls les contrats enregistrés pour les commandes publiques seront pris en compte.

**\*Matériel de chantier à mobiliser**

N°	Nbre	Nature de l'équipement		
5	01	Atelier de forage*		
6	01	Kit d'analyse des eaux In Situ*	Oui	Non
7	01	véhicule de liaison pick-up 4x4 ou station wagon	Oui	Non
8	01	Groupe électrogène	Oui	Non
9	01	Poste de soudure	Oui	Non
10	01	Compresseur 7 à 12bars	Oui	Non
11	01	Matériel de maçonnerie, de ferrailage (brouettes, truelles, pelles, etc.) et de plomberie	Oui	Non

L'Entreprise doit fournir tous les documents prouvant que les équipements cités sont sa propriété : **Factures – Certificat d'immatriculation – Attestation d'assurance.**

• **Personnel technique**

				<i>justifiés</i>	
12	Conducteur des travaux	Ingénieur de Génie Rural ou de Génie Civil ayant une expérience d'au moins huit (08) ans dans les travaux d'hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme + CV signé +</li> <li>• Inscription à l'ordre des ingénieurs</li> <li>• Attestation de disponibilité</li> </ul>	Oui	Non
13	Chef de Chantier	Technicien Supérieur de Génie Rural ou équivalent, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans les travaux d'hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme + CV signé</li> <li>• Attestation de disponibilité</li> </ul>	oui	Non
14	Personnel d'appui (secrétaire et chauffeur)	BTS pour la secrétaire, avec une expérience dans les BTP de 05 ans au moins	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme + CV signé +</li> <li>• Attestation de disponibilité</li> </ul>	oui	Non

• **Proposition technique**

		effectif	Non effectif
15	Attestation de visite de site signée sur l'honneur	Oui	Non
16	Rapport de visite du site avec photo illustrative	Oui	Non

**-Méthodologie**

		Approprié	Non Approprié
17	Résumé succinct de l'analyse du projet et des techniques de mises en œuvre des ouvrages.	oui	Non
18	Organigramme de chantier		
19	Contrôle de qualité (Organisation du contrôle de qualité interne)	oui	Non
20	Dispositions prévues pour la Protection de l'environnement	oui	Non
21	Mesures d'hygiène et de sécurité	oui	Non
22	Utilisation de la main d'œuvre locale (HIMO)	oui	Non
23	Origine des matériaux précisée		

**\*Planning d'exécution**

24	Planning conforme aux délais	oui	Non
25	Chronogramme détaillé des activités	oui	Non

**\*Présentation générale des offres**

26	Présence d'un sommaire	oui	Non
27	Pièces classés dans l'ordre annoncé par le sommaire	oui	Non
28	Intercalaires couleurs (avec sommaire de la partie)	oui	Non
29	Photocopies lisibles des pièces	oui	Non